

1989-2019



Un monde de murs

Il y a trente ans, le mur le plus connu du monde tombait à Berlin. Depuis, des barrières bien visibles ont été bâties, comme aux Etats-Unis. Et des murs invisibles divisent encore la société.



ÉDITO

WILLIAM BOURTON

La faillite du sans-frontiérisme

Un mur, c'est un ouvrage de maçonnerie dressé et portant en terre, qui sert à enclorre. Mais il ne faut pas se braquer sur la brique : une triple rangée de grillage hérissé de barbelés fait tout aussi bien l'affaire.

Au sens large, un « mur », c'est tout ce qui sépare, forme obstacle, décourage : mur de la langue ou mur de pluie. Et quand on dit d'un homme qu'il est un mur, c'est qu'il est inflexible ou insensible.

Enfermement, ostracisme, sévérité. Trois mots qui qualifient l'époque. L'espoir formé sur les décombres du

Mur de Berlin d'un monde réconcilié et sans barrières s'est envolé dans le ciel de Manhattan avec la fumée âcre du World Trade Center. La chercheuse québécoise Élisabeth Vallet a calculé qu'en 1989, dix-neuf murs scarifiaient la surface du globe. Leur nombre a quasiment triplé après les attentats du 11 Septembre 2001. Pour renforcer la sécurité, on a même doublé la garde en la déportant. La Grande-Bretagne s'est offert une pré-frontière de l'autre côté de la Manche, avec « check-points » à Calais et Bruxelles, tandis que les « hotspots » poussaient aux portes de

l'Italie et de la Grèce. Les frontières ont tendance à devenir des murs, que l'on franchit de plus en plus fastidieusement en touriste et au péril de sa vie en migrant. Étrange inversion : le Mur de Berlin devait empêcher les Est-Allemands de fuir la dictature, les murs anti-migrants veulent empêcher l'entrée des persécutés...

Régis Debray, qui aime penser à rebrousse-poil, affirme, dans son essai *Éloge des frontières*, que contre l'épidémie des murs, le vaccin, c'est la frontière, car celle-ci donne du sens au monde, met de l'ordre dans le chaos en séparant un

dehors d'un dedans... tout en pouvant rester ouverte.

À force d'outrepasser les frontières, on érigerait des murs : pour protéger ses intérêts, son identité ou se rassurer. Pas de partage sans partition ? Pas d'échange sans limite ?

Le géographe et ambassadeur de France Michel Foucher opine. Les humains ont besoin de limites entre le dedans et le dehors, mais aussi entre le licite et l'interdit. C'est une exigence anthropologique et la frontière n'est qu'une catégorie particulière de limite. « Le fait d'insister autant sur les "murs" sert en fin de

compte à délégitimer les frontières, au nom d'un monde complètement ouvert à la marchandise », explique le diplomate dans l'entretien qu'il nous a accordé.

Mais dans des sociétés occidentales vieillissantes et anxieuses, la frontière spatiale devient la métaphore d'une demande de protection absolue tandis que le « mur » doit colmater les angoisses. « En réalité, les citoyens ont besoin de lois et de limites pour se dispenser des murs », confirme Foucher, qui précise que « c'est là-dessus que prospère le style populiste »...

Iran - Afghanistan



Le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Ouest font partie des régions du monde qui comptent les plus importantes concentrations de « murs ». Entamé dans les années 1990, celui qui ferme largement la frontière entre l'Afghanistan et l'Iran a été voulu par les autorités de ce dernier pays pour endiguer les trafics de drogue, la contrebande et les infiltrations de groupes rebelles.

Ceuta



A la pointe du Maroc, l'enclave espagnole de Ceuta est ceinturée par une haute clôture censée empêcher les migrants africains d'y accéder. Elevée début des années 2000, elle pourrait toutefois être démontée dans les prochains mois si on en croit les dernières déclarations des dirigeants espagnols.

Israël-Palestine



Le mur israélien a vu le jour en 2002, au plus fort de la seconde intifada, en plein territoire palestinien occupé. Idée d'abord lancée par la gauche israélienne, elle fut concrétisée par le Premier ministre Ariel Sharon. Depuis lors, le mur a été déclaré « contraire au droit international » sans que cela provoque pour autant le démantèlement de la construction.

Les murs n'ont pas disparu et les frontières ont enflé

La prédiction d'un monde aux frontières sans cesse plus fluides ne s'est pas réalisée. En 2019, les murs, clôtures et autres barrières physiques semblent même avoir de l'avenir.

MATHIEU COLINET

On ne trouve pas directement trace de cela sur les images iconiques de la chute du Mur de Berlin. L'assaut des foules au pied des portions de béton qui tomberont bientôt montre bien l'enthousiasme qui a envahi la capitale allemande en ce moment historique mais laisse à peine deviner la façon dont il s'est répandu, telle une vague, dans toute l'Europe, en cet automne 1989. En voyant le Mur se fissurer, nombre d'Européens ne se sont pas seulement dit qu'ils assistaient à la disparition du verrou allemand, ils se sont aussi laissés convaincre que, dans la foulée, tous les murs ou clôtures de démarcation du monde allaient tomber un à un, chaque chute apportant dans une configuration post-Guerre froide une pierre de plus à la construction d'un ordre mondial pacifié. Ou en tout cas à quelque chose y ressemblant. Trente ans plus tard, les principaux murs ou clôtures qui existaient en 1989 sont toujours debout. Et beaucoup d'autres ont été élevés.

Il y aurait ainsi aujourd'hui une soixantaine de « murs », catégorie un peu fourre-tout au sein de laquelle les spécialistes logent le plus souvent à la fois les fortifications en béton, les clôtures électrifiées ou simples, les barrières surveillées, les barbelés hérissés. Car ce qui fait un « mur », c'est moins le matériau qui le façonne que la ligne de démarcation physique posée en un endroit du territoire hautement symbolique : la frontière, réelle ou convoitée. « Un mur, c'est d'abord cela, c'est la matérialisation d'une frontière », confirme Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique et coauteur de *L'Atlas des frontières. Murs, conflits, migrations*.

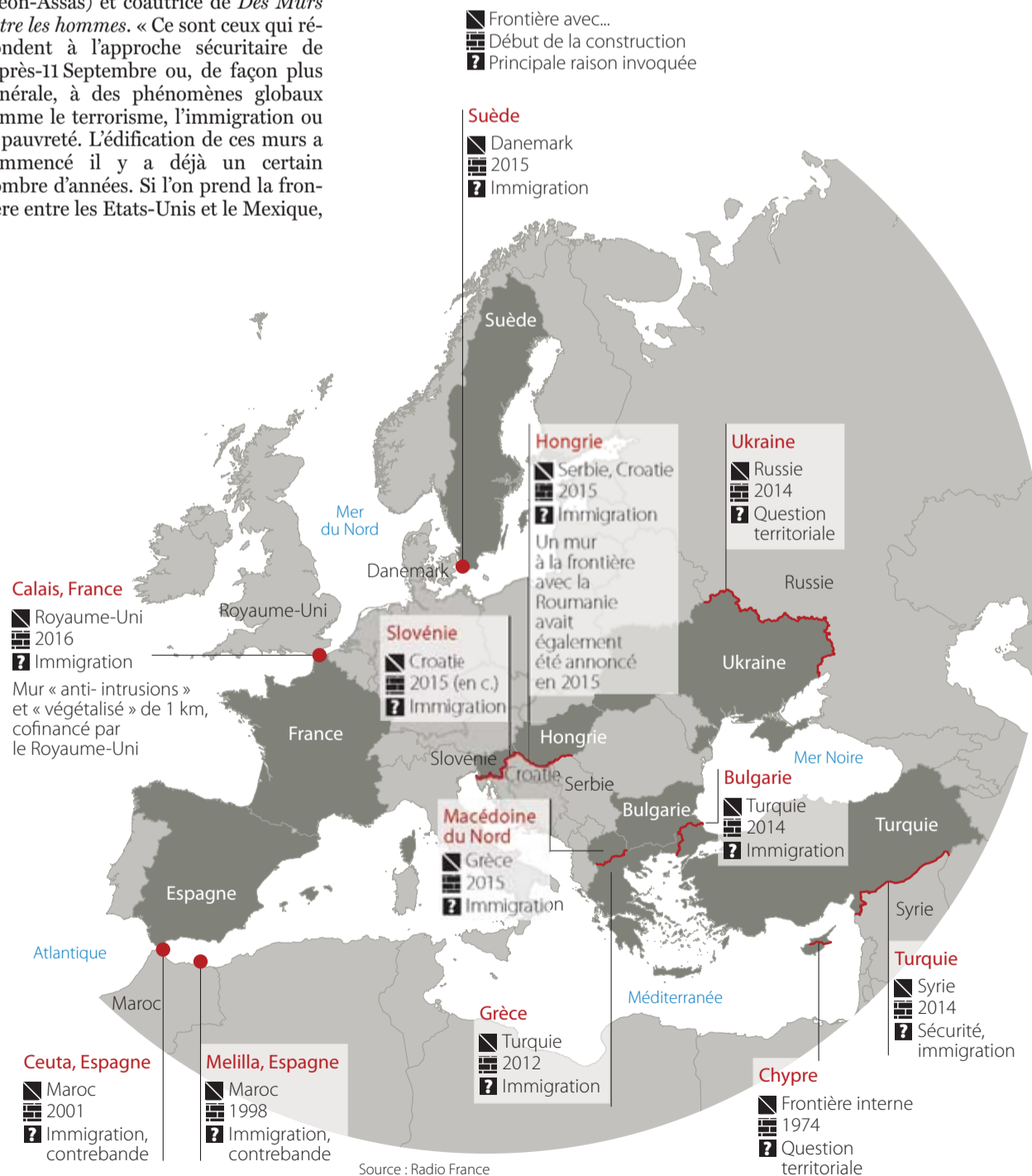
Des conflits de territoires, comme ceux qui pourrissent les rapports entre l'Inde et le Pakistan, ou des tensions entre deux pays, comme celles qui ont longtemps grippé les relations – et parfois les grippent encore – entre l'Arabie saoudite et l'Irak, entre l'Inde et le Bangladesh, entre l'Algérie et le Maroc sont deux raisons qui peuvent être à l'origine de cette matérialisation de la frontière. Elle survient un jour comme un durcissement et, dans le cas des conflits « gelés », finit parfois par devenir le signe le plus persistant des anciennes rivalités.

Les anciens et les nouveaux

Murs de conflits, de tensions, d'anciennes rivalités : toutes ces délimita-

tions-là sont généralement considérées par les spécialistes comme des démarcations d'ancienne génération. « Les murs du XXI^e siècle, ce ne sont pas ceux-là », affirme Alexandra Novosseloff, chercheuse associée au Centre Thucydide (Université de Paris-Panthéon-Assas) et coautrice de *Des Murs entre les hommes*. « Ce sont ceux qui répondent à l'approche sécuritaire de l'après-11 Septembre ou, de façon plus générale, à des phénomènes globaux comme le terrorisme, l'immigration ou la pauvreté. L'édification de ces murs a commencé il y a déjà un certain nombre d'années. Si l'on prend la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique,

Les frontières dures existent toujours en Europe



La « ligne verte », zone démilitarisée contrôlée par les Casques bleus

Etats-Unis - Mexique



Le mur entre les Etats-Unis et le Mexique est sans doute celui dont on parle le plus. Le début de sa construction remonte à une trentaine d'années. Depuis lors, tous les présidents américains ont poursuivi l'édification des murs et clôtures qui le composent. Longtemps privé des crédits nécessaires, Donald Trump a dû patienter avant de poursuivre le « travail » de ses prédécesseurs. Depuis quelques semaines, il peut revendiquer des tronçons construits.

Hongrie - Serbie



Les 175 kilomètres de frontières entre la Hongrie et la Serbie sont désormais pour l'essentiel une longue suite de palissades entrecoupées de miradors. En construisant ce « mur », qui se prolonge sur une part de la frontière avec la Croatie, le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a voulu créer un obstacle sur la route des Balkans qu'ont empruntée des migrants par centaines de milliers en 2015 et 2016.

Belfast



Malgré l'accord du Vendredi saint (1998), la « peace line » se dresse toujours à Belfast. C'est l'exemple d'un « mur » qui se prolonge malgré la pacification. A en croire les annonces des autorités nord-irlandaises, les différentes portions pourraient toutefois être démantelées dans les prochaines années.

par exemple, on peut se souvenir que les premières constructions ont eu lieu sous la présidence de George Bush père. Elles étaient censées contrebalancer certains effets attendus lors de l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange (Alena). Les débuts de la barrière autour de l'enclave espagnole de Ceuta datent, eux, de 2001. » Bruno Tertrais abonde dans le même sens : « Le Mur de Berlin était une construction qui empêchait de sortir. Les murs d'aujourd'hui font exactement l'inverse : ils empêchent d'entrer. Et c'est une différence fondamentale. »

Un dedans et un dehors

Dans cette nouvelle façon de marquer physiquement la frontière, les spécialistes des murs voient une des conséquences les plus tangibles de la mondialisation. Pas celle qui a réduit avantageusement les distances, mais celle qui est accusée de diluer sans fin les prés carrés nationaux dans des ensembles plus vastes, de fluidifier jusqu'au vertige les courses à travers le monde des personnes, des biens et des services, de provoquer en somme une fuite en avant incontrôlable. Pour ceux qui sont inquiets à cette perspective, élever des murs est apparu comme une façon de marquer en dur un dedans et un dehors.

« Beaucoup des murs qui ont été construits ces dernières années peuvent être vus comme des réactions à la mondialisation de façon générale et à la libéralisation des mouvements des personnes, des biens et des services en particulier », analyse Bruno Tertrais. « Concomitamment, le souverainisme et le nationalisme aiment les barrières. Tout cela explique, je crois, l'augmentation du nombre de murs, de frontières matérialisées. Avec encore un autre facteur : la lutte contre le terrorisme. » « La mondialisation a pu donner à penser que le monde était devenu sans frontières », affirme Alexandra Novoseloff. « Mais elles n'ont pas disparu. C'est tout au plus le contrôle à celles-ci qui avait fléchi, comme en Europe. »

Vantés par certains, vilipendés par d'autres, ces nouveaux murs se dressent sur un clivage où s'affrontent généralement des positions polarisées. Même sur leur efficacité, les avis paraissent rarement réconciliés. « Pour moi, il y a deux erreurs à ne pas commettre quand on doit se prononcer sur cette question », affirme Bruno Tertrais. « Voir les murs comme une panacée et penser à l'inverse qu'ils n'ont aucune utilité. La réalité est entre les deux. »

Arabie saoudite - Irak



La frontière entre l'Arabie saoudite et l'Irak est marquée par une barrière de sécurité de haute technologie. Le royaume compte des milliers d'autres kilomètres de frontières aussi surveillées que hérissées. Avec le Yémen, les Emirats arabes unis, Oman, le Qatar. Différents motifs ont été avancés pour les justifier : immigration, sécurité, contentieux territoriaux, trafics.

Bruxelles « L'habitat-forteresse n'a pas l'air d'être dans les gènes »

ARTHUR SENTE

Un domaine entièrement clôturé avec des accès pourvus de portiques de sécurité », avec « concierge sélectionné pour ses compétences afin de garantir la maintenance et la surveillance du domaine ». Voilà ce que promet entre autres le site promotionnel du Domaine de l'observatoire, nouveau complexe résidentiel de 115 appartements implanté sur un ancien site hospitalier au cœur d'un quartier huppé à Uccle.

Grillages, murs, gardien. Le complexe-quartier bien délimité et bien gardé a-t-il de l'avenir à Bruxelles ? Certes, tout le monde ou presque connaît le square du Bois – dit « square des millionnaires » – et son allée protégée derrière de grandes grilles en pointe, mais le modèle se reproduit-il ailleurs, de manière moins ostentatoire ? Christian Dessouroux, chercheur en sciences géographiques à l'ULB, a tenté d'objectiver la chose en 2012 en s'attachant à recenser les lieux qu'il définit comme des « ensembles résidentiels enclavés » au sein de la capitale. Soit des ensembles séparés du tissu urbain, « aménagés de manière à dissuader les non-résidents d'y pénétrer » et partageant parfois l'accès à des services. Sur la base de ces critères, il en dénombre à l'époque 54, construits entre 1990 et 2011 et principalement répartis dans le sud et l'est de Bruxelles. Trois ans plus tard, un nouveau travail mené par Cédric Vekeman, l'un de ses élèves, relève néanmoins l'implantation de nouveaux projets, dans des parties plus centrales de la ville notamment.

Pas de « gated communities »

Prudence, toutefois, avant d'en tirer de grandes conclusions. La notion d'« ensemble enclavé », précise Christian Dessouroux, implique en effet des mises en retrait du tissu urbain selon des degrés très variables – cela va du clos ouvert à la résidence encerclée par un mur. Il faut la distinguer des « gated communities » (littéralement « communauté fermée »), « qui sont l'accomplissement parfait de la privatisation, soit un espace privé, sécurisé et communautaire où l'on est entre soi et où on partage des choses, comme des parcs et des crèches, gérés par une collectivité de gens qui sont théoriquement solidaires », dit-il, alors que « dans les cas extrêmes, en Amérique latine ou au Moyen-Orient, on voit se créer des formes de forteresses où les gens se protègent vraiment contre le reste du monde ».

Dans notre capitale, relativise le chercheur, les mises en retrait observées semblent suivre d'autres ambitions que celle de former un entre-soi sécuritaire, à l'exception peut-être de quelques rares

projets menés par d'importants promoteurs internationaux. « Ça n'a pas l'air d'être quelque chose qui est dans les gènes de Bruxelles », en déduit-il. « Souvent, les grilles servent avant tout à empêcher les automobilistes d'aller se garer sur les parkings privés, du fait de la pression automobile », ou à se protéger de petites formes de vandalisme, ajoute-t-il, tandis que des projets de « cohousing », développés à l'initiative de futurs copropriétaires, témoignent même parfois d'une ouverture particulière vis-à-vis de leur quartier en mettant à disposition des espaces partagés.

« Visuellement ouverts, physiquement fermés »

« Je ne pense pas forcément que les projets actuels ont tendance à se refermer par rapport à il y a 20 ou 30 ans », abonde pour sa part Denis Belvaux, urbaniste au bureau d'étude Up&Cie. Mais s'ils interpellent davantage, c'est peut-être parce « qu'historiquement, les grands ensembles se trouvaient plutôt en périphérie. Maintenant, on assiste à une forte reconversion d'anciennes friches, ou de bâtiments existants », plutôt dans des quartiers plus centraux, plus denses et plus populaires.

Cela s'illustre par exemple sur le site Matériaux, un ensemble résidentiel récent construit sur un ancien site industriel à Anderlecht, où l'accès aux appartements se fait via un parc intérieur dont les entrées sont clôturées. Directeur général de Citydev (producteur public de logements de la Région bruxelloise), qui a coproduit le projet, Benjamin Cadranel réfute toute volonté d'enclavement, mais parle d'un nouveau modèle de construction davantage tourné vers les intérieurs d'îlots pour composer avec la densité de la ville. « C'est effectivement plus lié à la configuration de l'espace public à Bruxelles. »

Ce dernier met ainsi en avant le modèle d'îlots « visuellement ouverts mais physiquement fermés », en citant l'exemple du quartier Tivoli – récemment inauguré au sud de Laeken, en bordure du site de Tour & Taxis – et ses jardins communs privatifs mais visibles de la rue. Un projet, explique le DG, conçu comme d'autres de manière à pouvoir éventuellement s'ouvrir davantage à l'avenir. Même si, croit-il savoir, cela n'est pas pour demain. « À Bruxelles, on n'est pas à Copenhague, ou en milieu protestant. L'idée de laisser des gens entrer dans votre arrière-maison est encore compliquée sur le plan de la sécurité. »

Le Domaine de l'observatoire, à Uccle. Un projet illustrant assez bien le modèle « d'ensemble résidentiel enclavé ». © DR.



La matraque et les poings comme

L'Europe a fait tomber ses murs mais bétonne ses frontières. Depuis 2018, des milliers de personnes tentent de traverser le corridor croate depuis la Bosnie pour atteindre l'espace Schengen. Migrants et ONG dénoncent des refoulements ultra-violents.

REPORTAGE

LORRAINE KIHLL
ENVOYÉE SPÉCIALE EN BOSNIE

Ici, on appelle ça le « game ». Tenter de franchir la frontière entre la Bosnie et la Croatie et atteindre la Slovénie puis l'Italie sans se faire pincer. Le « game », Anwar peut en parler : il a « joué », il a perdu. Ils sont un petit groupe d'adolescents pakistanais et afghans dans le coin d'une grande tente du camp de Vuc jak, dans les montagnes du nord de la Bosnie, à manger à même le sol le deuxième (et dernier) repas de la journée. Certains sont majeurs. « La police a tout pris : mes vêtements, mes chaussures... Ils ont tout jeté dans le feu. Et puis, ils ont frappé, fort », raconte le jeune Pakistanais. Parce qu'on demande, il précise : coups de poing, coups de pied, coups de matraque. « Ils nous ont poussés dans la rivière, l'eau était vraiment très froide, mais ils nous ont forcés à rester là deux heures. Ensuite, on a dû monter dans un véhicule et ils ont mis la climatisation à fond. » Ils ont été renvoyés pieds nus dans la forêt.

Si, à vol d'oiseau la frontière n'est qu'à quelques kilomètres du camp, il faut plusieurs heures de marche pour passer la montagne, notoirement habitée par loups, serpents et ours (un psychologue croate de Médecins du Monde raconte avoir suivi une enfant traumatisée après que sa famille a été prise en chasse par un ours). Cette fois-ci, Anwar s'en sort bien, des contusions mais pas de blessures. Celle d'avant, au tibia, a cicatrisé. Une fois, il est parvenu à marcher pendant dix jours en Croatie. Il approchait de la frontière slovène lorsqu'on l'a attrapé. « A chaque fois, ils nous lâchent dans la montagne quand ils nous ramènent. » Les violences ? « Toujours. » Un ami l'a dépanné d'une paire de chaussures et de vêtements, mais il faudra quelque temps avant de réunir à nouveau le matériel nécessaire pour camper dans la « jungle » le long des routes croates. Avant d'avoir une opportunité avec les passeurs aussi. Le tarif : 1.200 euros – payables à l'arrivée – pour rejoindre Trieste à pied depuis la Bosnie. L'option « taxi » est beaucoup plus sûre, mais trois à quatre fois plus chère.

« C'est dur », mais pas question de dévisser de l'objectif. « Inch Allah, je retournerai et je rejoindrai la Belgique », assure Anwar, dans un grand sourire fayot. « Il n'y a pas de vie pour nous au Pakistan. » Autour, les copains qui comprennent un peu l'anglais acquiescent, sérieux.

Une petite équipe pour 700 hommes

L'acharnement, c'est l'impossibilité de faire machine arrière : la dette contractée auprès de sa famille – les terres vendues, les sacrifices pour financer le voyage –, l'obligation de réussite. C'est aussi que, si violentes que puissent être les fins de partie, le « game » vaut le coup. Depuis 2018, un peu plus de 50.000 migrants sont entrés en Bosnie. D'après les chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ils seraient actuellement autour de 7.000 sur le territoire ; 700 ont fait le choix de rentrer dans leur pays d'ori-

gine. Les autres sont vraisemblablement passés en Europe.

Comme beaucoup, Anwar a passé quelques nuits devant les portes de Bira, le vaste entrepôt qui parque depuis un an plus de 1.500 hommes, mineurs isolés et familles à quelques kilomètres de là. Il est complet en permanence (1.800 personnes en ce moment). L'espace permettrait de rajouter des containers pour ouvrir 500 places supplémentaires, mais le gouvernement local restreint strictement la capacité. Les conditions sont rudes mais, à côté du camp « cauchemar » de Vuc jak, c'est trois étoiles. « J'ai dit à la barrière de Bira que j'avais 17 ans », raconte Anwar. « Mais ils n'ont pas voulu que j'entre. » Il a fini par lâcher l'affaire et revenir au camp.

Dans la tente des garçons, le container de la Croix-Rouge locale conserve les pains qui restent du petit-déjeuner. Les retardataires et retournés frappent régulièrement à la porte pour en récupérer. « It's ooooooeeeeeeee. » Affalé sur la table, le garçon aux traits tirés retire prestement le masque médical en se redressant. Mohamed Cehic gère la toute petite équipe de la Croix-Rouge qui tente tant bien que mal, seule, de répondre aux besoins des 700 hommes du camp. Cinq « volontaires » mobilisés sept jours par semaine. Il est épuisé. « Rien à voir avec le travail, j'ai juste mal dormi », assure le responsable. Avant de prendre les rênes du camp, il avait travaillé un mois dans les centres gérés par l'OIM, où la Croix-Rouge assure la distribution des repas. Et avant cela, il était à l'école. Il a 19 ans.

« On fait tout : on a monté les tentes, on collecte et distribue la nourriture, les vêtements, tout », explique Mohamed Cehic. « Ce n'est pas un camp, je dirais plutôt un... site de transit. La situation n'est pas bonne. Ce n'est pas facile pour les gens. » Il est parfois interrompu par les puissantes rafales de vent qui rabattent pluie et branches contre la paroi du container. Prend quand cela se calme.

« L'hiver approche. C'est la montagne ici, il fait beaucoup plus froid qu'en ville. Ça va vite devenir très difficile. » Est-ce qu'il y a d'autres questions, parce qu'il devrait y aller là, il y a encore... beaucoup.

« Si une solution n'est pas trouvée rapidement, les gens vont mourir »

Dehors, les sollicitations reprennent. Deux hommes reviennent de l'unité mobile que Médecins sans frontières fait désormais venir quatre fois par semaine à un kilomètre de là (il n'y avait avant cela aucun accès à l'aide médicale). Ils ont un papier certifiant leur diagnostic : tuberculose. Il faut organiser leur transport à l'hôpital. Entendant parler de « docteur », d'autres arrivent. Un homme a le poignet blessé. « Police. » Il a improvisé un bandage avec un t-shirt déchiré et de la ficelle. Un autre encore ; une plaie suinte à travers le tissu à sa cheville. « C'est trop tard pour le docteur. Demain. » L'eau dans la tente ? « Je sais, on n'a rien pour réparer. » Médicament ? Vêtements ? Non ; plus tard : désolée, je ne peux rien faire ; demain. « Je ne sais pas si on pourra continuer comme ça », reconnaît Mohamed Cehic. « Les autorités ont dit que le camp fermerait le 15 novembre, mais honnêtement, je ne sais plus à qui faire confiance. » Même la nourriture manque. Dans son dernier rapport, la Croix-Rouge affirme ne pas parvenir à fournir les 2.200 calories minimum nécessaires. Le chef de mission de l'OIM, Peter Van der Auwerart, est, lui, plus catégorique : « Si une solution n'est pas trouvée rapidement, les gens vont mourir. »

Vuc jak n'a rien d'un camp spontané. Il résulte de la volonté du gouverne-



Deux repas par jour, pour 700 personnes. Dans un rapport la Croix Rouge reconnaît ne pas parvenir à couvrir le minimum de 2.200 calories par personnes. © KRISTOF VADINO.

ment cantonal d'éloigner les migrants des centres-villes et des habitations. Nouvellement empruntée, la route bosnienne a vu le nombre de migrants soudainement augmenter début 2018, passant de 1.116 personnes en 2017 à 23.848 l'année suivante. Même si un centre d'accueil existe à Sarajevo (saturé, comme les autres), la population se concentre dans le seul canton d'Una Sana, très proche de la Slovénie et de l'Italie. Ce qui a pesé sur la population. En l'espace de dix mois, la police du canton a ouvert 185 dossiers criminels à l'encontre de migrants, trois tentatives de meurtre et des intrusions dans des maisons (« Plu-

L'hiver approche. C'est la montagne ici, il fait beaucoup plus froid qu'en ville. Ça va vite devenir très difficile

Mohamed Cehic
19 ans, responsable du camp de Bira

”

tôt en quête d'abris que de vol », nuance le porte-parole de la police). Des migrants étaient victimes dans 26 dossiers. Mais s'agissant de Vuc jak,

l'OIM et la plupart des autres organisations (y compris l'Union européenne, qui finance tous les centres) ont refusé de jouer le jeu. Le site, une ancienne décharge, n'a pas été testé pour sa toxicité. Sans eau courante, ni électricité, il est entouré de zones toujours susceptibles d'abriter des mines antipersonnel, résidus de guerre.

Violences policières

Seule la Croix-Rouge a répondu à l'appel du gouvernement et jongle depuis avec des bouts de ficelle. Enfin, des colsons pour l'heure, seul moyen de rabibochoer les tentes déchirées par les intempéries. Au petit matin, les hommes transis de froid se rassemblent près des feux aux abords des tentes. voire à l'intérieur. C'est dangereux, mais comme tout. Encore emmitoufflé dans une mince couverture, un homme se lance dans une grande supplique à l'Union européenne. « Vous nous repoussez, d'accord, mais s'il vous plaît, arrêtez de nous punir. Arrêtez les violences. »

La violence « supposée » de la police croate, toutes les personnes rencontrées qui sont revenues de la frontière disent en avoir fait l'expérience. Les estropiés qui « se sont fait mal » en tentant de traverser font désormais partie du paysage cantonal. Tant à Vuc jak que dans les rues et les centres gérés par l'OIM. On a croisé Ghulem, 38 ans, à Miral, le centre de Velika Kladusa, dans son fauteuil roulant. Lorsque ses amis l'ont ramené du « game » il y a un mois, incapable de tenir sur ses jambes, les médecins ont fait une radio. Mais on ne lui a jamais communiqué les résultats. Il peut légèrement le bouger maintenant, pas plus. Il a mal, surtout le soir. C'était sa première tentative. Un seul coup de matraque sous les genoux. Il y pense tout le temps. Des migrants racontent que la police tape toujours plus dur sur les Pakistanais – majoritaires en ce moment – sans qu'on sache pourquoi.

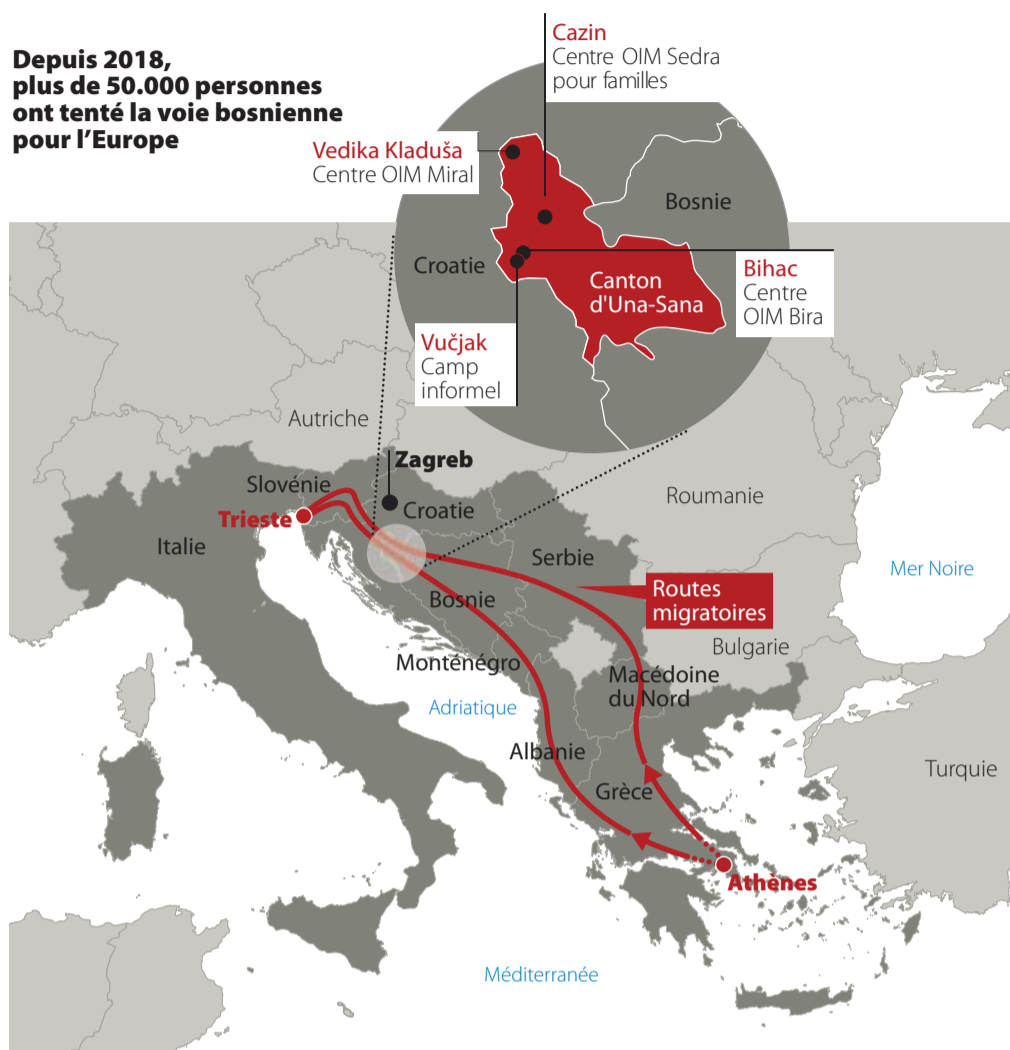
Nacem était presque en Italie, lorsque la police slovène l'a intercepté et remis aux forces croates. Retour à la



frontière



Depuis 2018, plus de 50.000 personnes ont tenté la voie bosnienne pour l'Europe



Le camp de Vučjak est situé sur une ancienne décharge. D'après le responsable de la Croix-Rouge, du méthane s'échappe du sol dans certaines zones. Autour des terrains empruntés chaque jour par les migrants sont susceptibles d'abriter des mines anti-personnel. © KRISTOF VADINO.



Les centres gérés par l'OIM sont archi complets depuis des mois. Le gouvernement refuse d'ouvrir davantage de places. © KRISTOF VADINO.

montagne. Le bâton a frappé tellement fort qu'il a creusé des trous dans la chair. Sa jambe a doublé de volume avec l'infection. Un mois plus tard, les plaies suintent encore à travers les pansements. Il a de la chance, il a accès à un docteur.

Histoires de disparitions

Contactée, la Commission européenne assure prendre la situation très au sérieux et attend que la Croatie la « tienne informée ». Fin 2018, Bruxelles débloquait une enveloppe de 6,8 millions d'euros pour permettre à la Croatie de renforcer le contrôle de ses frontières – condition pour une in-

tégration future du pays dans l'espace Schengen – « dans le respect du droit de l'Union européenne ». Outre l'achat de matériel, la création de nouveaux postes-frontières et le renforcement des équipes, l'argent devait financer un « monitoring indépendant », censé essentiellement passer en revue les procédures en place. Quant aux violences policières et au déni d'asile, la Croatie « s'est engagée à enquêter sur toute allégation de mauvais traitement de migrants et réfugiés à la frontière ». Le ministère de l'Intérieur croate n'a pas donné suite à nos requêtes (refusant par ailleurs l'accès à un centre d'accueil de Zagreb).

Le monitoring se fait surtout du côté des ONG. Une poignée d'organisations actives dans les Balkans alimente continuellement le Border Violence Monitoring de rapports d'entretiens menés avec des migrants, souvent complétés de rapports médicaux corro-

Déni d'asile

D'après les témoignages de migrants et d'organisations locales, de nombreux cas de refoulements se feraient depuis les commissariats de police croates, seuls endroits où les personnes peuvent déclarer leur intention de demander l'asile. « Il est déjà arrivé qu'on envoie des personnes vers les commissariats... et qu'elles se retrouvent en Bosnie le lendemain », raconte Tajana Tadic, de l'association citoyenne Are you Sirious. « C'est délicat de demander aux gens de faire confiance une autorité dont ils ont peur, tout en sachant qu'ils ont de bonnes raisons de se méfier. » La Croatie, cela dit, accueille des demandeurs d'asile. Des familles surtout. Médecins du Monde y assure le screening médical et les consultations psychologiques. « Leur esprit est encore tourné vers la route. Ce n'est qu'après quelque temps que les problèmes apparaissent, quand ils sortent du « mode survie », explique une psychologue. « On voit des symptômes dépressifs, des crises de panique, de l'anxiété, des troubles de stress post-traumatiques... » L.K.

borant les témoignages. De quoi conforter l'idée d'un usage systématique de la violence incluant torture par le froid, passage à tabac, destructions des biens et vêtements et, dans certains cas, des morsures de chiens, os brisés par des coups de bâton...

L'angle mort pour l'heure, ce sont les disparitions. Dans les camps circulent de nombreuses histoires de noyade lors de la traversée de la Glina, la rivière qui sépare la Bosnie de la Croatie. Mais elles restent quasi impossibles à documenter. Alertées par les migrants, les ONG ont amené (poussé) la police bosnienne à découvrir trois corps – dont un dans la rivière – depuis le mois de septembre, induisant ainsi l'ouverture d'enquêtes. Depuis son lit superposé dans l'immense dortoir de Miral, un garçon essaie de se faire entendre, cherche du regard un Pakistanais capable de traduire. « S'il vous plaît, mes amis, ils sont restés là-bas. » Quatre jours plus tôt, il a laissé quatre compagnons dans les bois, à proximité de la frontière slovène, raconte-t-il. « Ils ont mangé des baies empoisonnées. Ils ne se sont pas réveillés. » Les informations lui manquent, il n'a pas de données GPS. « C'est près d'un village. S'il vous plaît. Il faut les aider. »

frontière linguistique

« Un mur social, pas géographique »

ENTRETIEN

MAXIME BIERMÉ

Depuis 1963, la frontière linguistique sépare officiellement Flamands, Wallons et Bruxellois. Tout le long, ni mur ni barbelés. On se croise à la boulangerie, aux kermesses, et on se marie. Habitante d'Overijse depuis le début des années septante, Brigitte Raskin est aux premières loges. Elle n'a qu'à traverser sa rue pour se retrouver en territoire francophone à La Hulpe. Une réalité quotidienne que la romancière et historienne a décidé d'étudier dans le cadre de son livre *De Taalgrens* (pas traduit en français, Davidsfonds, 2012).



La frontière linguistique n'est pas toujours celle que l'on croit...

Elle date de l'époque romaine et n'a jamais posé de problème jusqu'au XIX^e siècle. Le souci était en réalité interne à la Flandre car la vraie frontière linguistique était sociale. Elle séparait la bourgeoisie du peuple. Seuls les riches maîtrisaient le français. Ce qui a tout changé, c'est l'imposition du français sur l'intégralité du territoire, dans l'administration, les tribunaux et à l'école, sous Napoléon. Un bilinguisme aurait dû s'installer, mais l'élite francophone a pris peur en voyant que les seuls bilingues étaient en réalité les Flamands.

Comment arrive-t-on au tracé de 1962 ?

Le mouvement flamand s'est radicalisé à partir des années 1920 face au constat d'échec du bilinguisme. Les avocats devaient expliquer à leur client néerlandophone qu'il valait mieux plaider en français car le juge avait étudié en français. En Wallonie, ce n'était pas un sujet. Sauf le long de la frontière où, au fur et à mesure des recensements, des communes devaient accorder – ou pas – des facilités, selon le pourcentage de gens parlant l'une ou l'autre langue. On sait que ces recensements étaient manipulés. Des secrétaires communaux allaient par exemple trouver des fermiers flamands en leur disant : « Signez là, je m'occupe de tout »... C'était une grosse soupe. On a donc laissé tomber cette manière de faire après la Deuxième Guerre mondiale. Des politiques et des universitaires se sont penchés sur la question. On a vu que, dans certains villages, il suffisait de traverser un petit bois pour passer d'une langue à l'autre. La frontière linguistique datant des Romains était toujours là. D'où la proposition de loi qui a été la source de toutes les tensions politiques que l'on sait, notamment dans les Fournons. Au point que les Flamands, tous partis confondus, se sont unis pour faire passer le texte en force. Depuis, on a inventé des mécanismes de protection pour les francophones.



Le mouvement flamand s'est radicalisé à partir des années 1920 face au constat d'échec du bilinguisme

Brigitte Raskin
romancière et historienne

”

Le mur belge serait-il plutôt culturel ?

C'est vrai. Quand il a fallu mettre en pratique la loi de 1962 qui marquait le passage d'un pays unitaire à un pays fédéral, on s'est retrouvé avec des situations complètement stupides. La moitié des livres de la bibliothèque de Louvain a été aléatoirement envoyée à Louvain-la-Neuve. Quand on se dit qu'aujourd'hui, tout est digitalisé et que ces universités essaient de collaborer... Tout évolue. Longtemps, on pensait en Flandre qu'on ne pouvait pas aller loin dans la vie si on ne parlait pas le français. Aujourd'hui, les francophones ont compris leur intérêt à parler les deux langues. S'ils l'avaient réalisé au XIX^e, on aurait une vraie identité belge, celle qu'on retrouve déjà via les Diables rouges, Jacques Brel ou Tintin.

La frontière de 1962 peut-elle servir de base en cas de séparation du pays ?

Absolument pas. Devrais-je me dire que je prends le train à l'étranger quand je vais à La Hulpe ? Ça n'a pas de sens de se baser sur ce tracé. Surtout que Bruxelles se trouve au milieu, avec des habitants qui ont développé une identité propre. Le mouvement flamand était nécessaire pour l'émancipation du peuple flamand et les Flamands avaient raison au XIX^e avec leur promotion du bilinguisme. Par contre, le communautaire version 2019, porté par la N-VA, n'a plus rien à voir avec la langue. C'est uniquement lié à l'argent.

sexisme

Les barrières qui bouchent l'horizon des femmes

ELODIE BLOGIE

Les femmes cantonnées au foyer, les hommes maîtres de l'espace public. Cette stricte répartition femmes/hommes et privé/public apparaît dépassée. Aujourd'hui, les femmes travaillent et sont libres d'occuper l'espace public, estime-t-on. Et pourtant.

Des frontières invisibles demeurent. Des collectifs féministes organisent d'ailleurs des actions de réappropriation de la rue, comme les « marches exploratoires » (des marches, entre femmes, pour lister les éléments d'insécurité dans l'espace public) de l'ASBL Garance, ou d'espaces typiquement masculins comme l'initiative « Femmes au café » de l'association Awsa. Pour Irène Zeilinger, directrice de Garance, on peut distinguer au moins cinq types de frontières invisibles. Tout d'abord une barrière qui concerne la présence même des femmes dans l'espace public : « Quand on remonte dans l'histoire, le droit des femmes à être dans l'espace public - l'accès à la politique, à l'université, aux institutions - est très récent. » Ensuite, la féministe pointe les frontières temporelles, en lien avec le sentiment d'insécurité en rue.

Choix de l'itinéraire, maîtrise du regard : des stratégies

Vient une limitation liée aux usages. Les femmes se meuvent dans l'espace public avec des objectifs : se rendre au travail, aller chercher les enfants, faire des courses. « C'est lorsqu'une femme s'installe sur un banc sans rien faire que sa présence sera questionnée, elle sera interpellée parce qu'elle paraît disponible pour la conversation, la drague. » La présentation de soi constitue une autre restriction. « Cela va au-delà de la façon de s'habiller : c'est adapter son itinéraire, maîtriser sa vitesse, contrôler où et qui on regarde, etc. »

Enfin demeurent les frontières spatiales qui délimitent des espaces publics connotés « masculins ». Les terrains de sport, ou certains cafés, comme ceux que vise l'ASBL Awsa, association féministe laïque qui s'adresse à un public issu du monde arabe.

« Des femmes nous disaient se sentir mal à l'aise devant ces cafés à forte dominante marocaine ou turque », explique Alicia Arbid. Avec l'initiative « Femmes au café », un groupe de femmes pénètre dans ces lieux et engage la conversation avec les habitués. « Cela crée d'abord un malaise », poursuit la coordinatrice de l'ASBL. « Parfois, il y a des hommes qui quittent le café, mais souvent l'échange est positif. Certains disent qu'ils vont en parler à leur femme. »

Femmes migrantes, en situation précaire : d'autres frontières

En dehors de la question des cafés, Awsa constate que s'ajoutent des murs invisibles lorsque les femmes sont migrantes ou en situation précaire. « Je me souviens d'une dame qui faisait tout à pied parce qu'elle ne savait pas demander de l'aide pour les transports », raconte Alicia Arbid. « Enfin, un contrôle communautaire s'exerce aussi dans certains quartiers. » Mais quel que soit le milieu, il y a une constante : les femmes se déplacent par étapes (la crèche, l'école, le travail, le médecin, etc.)... et vont moins « loin » que les hommes. « Comme elles prennent majoritairement en charge les tâches et les soins, elles ont toujours quelque chose à faire à la maison », conclut Irène Zeilinger.

Parfois, il y a des hommes qui quittent le café, mais souvent l'échange est positif. Certains disent qu'ils vont en parler à leur femme

Alicia Arbid
coordinatrice de l'ASBL Awsa

”



Les femmes se meuvent dans l'espace public avec des objectifs : se rendre au travail, aller chercher les enfants, faire des courses. Mais fréquenter un café ? Pas encore acquis par tout le monde.

© MATHIEU GOLINVAUX.

socio-économique Les couloirs de l'université, impuissants face aux inégalités



« L'accès aux bancs des universités et hautes écoles ne suffit pas à garantir aux étudiants des milieux modestes de pouvoir accéder à des postes à hautes responsabilités », constate Jean-Paul Lambert.

© BRUNO DALIMONTE.

PAULINE MARTIAL

Des patrons issus de milieux socio-économiques défavorisés, il y en a bien quelques exemples. Mais ceux-ci ne suffisent pas à faire penser que le temps du plafond de verre socio-économique au sein de nos entreprises est révolu. Des murs s'érigent encore bel et bien entre les individus issus des milieux les plus modestes et les fonctions des plus hautes sphères de la société. « La probabilité que ces populations accèdent à des postes à haute responsabilité est certes plus élevée aujourd'hui qu'il y a cinquante ans, mais nous devons rester lucides : cela reste extrêmement rare de voir des personnes issues des milieux les plus défavorisés à la tête d'une entreprise du top 100. Les enfants issus de ces milieux occupent plus souvent des postes étroitement liés à ceux de leurs parents », affirme Jean-Paul Lambert, recteur honoraire de l'Université Saint-Louis à Bruxelles.

Et c'est dans notre système scolaire qu'on trouverait une explication à cette reproduction sociale. « L'accès à ces hautes fonctions est quasiment systématiquement conditionné par le fait d'avoir un diplôme de l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, en comparaison d'il y a une trentaine d'années, il existe une diversité de plus en plus accrue parmi les étudiants qui occupent les bancs des universités et hautes écoles, notamment avec des étudiants issus de l'immigration. Mais cela ne suffit pas à garan-

tir à ces étudiants des milieux modestes de pouvoir accéder à des postes à haute responsabilité », constate Jean-Paul Lambert.

Un enseignement inégalitaire

Car si l'absence d'examen d'entrée pour la grande majorité des filières ainsi que le coût raisonnable du minerval contribuent à rendre notre enseignement supérieur plus accessible à toutes les catégories socio-économiques, il n'en est pas de même en ce qui concerne la réussite.

La faute à qui ? Au fonctionnement de l'enseignement obligatoire en Belgique. « Notre enseignement, spécifiquement en Fédération Wallonie-Bruxelles, est l'un des plus inégalitaires, principalement en raison de notre très forte pratique du redoublement mais aussi à cause de la division en filières de notre système scolaire. Les filières techniques et professionnelles ne font généralement pas l'objet d'un choix, ni des enfants ni des parents : elles constituent le plus souvent des filières vers lesquels on renvoie les enfants en difficulté scolaire », estime Jean-Paul Lambert. A cela s'ajoutent les différences de niveaux entre les écoles. « Il y a aujourd'hui encore des bonnes et des mauvaises écoles secondaires, ce qui amplifie les inégalités entre les jeunes à l'entrée dans le supérieur », pointe le recteur honoraire de l'Université Saint-Louis.

Et si, en théorie, la détention d'un diplôme universitaire est censée agir comme un égalisateur entre les plus ai-

A diplôme égal, les personnes issues des classes sociales aisées auront toujours plus de chances d'occuper un poste important que des personnes de milieux plus défavorisés.

Et ce grâce au réseautage

Jean-Paul Lambert

recteur honoraire de l'Université Saint-Louis

”

sés et les personnes issues des milieux modestes, la réalité semble tout autre. « A diplôme égal, les personnes issues des classes sociales aisées auront toujours plus de chances d'occuper un poste important que des personnes de milieux plus défavorisés. Et ce pour la simple et bonne raison que la recherche d'un emploi passe aussi par le réseautage. Chose dont l'enfant d'un notaire, d'un médecin ou d'un industriel disposera davantage », conclut Jean-Paul Lambert.

1 sur 2

Début 2019, les sociologues Bernard Fusulier et Jacques Marquet rappelaient, dans le cadre d'un séminaire sur la non-reproduction sociale, qu'un « enfant de professeur d'université, de médecin, de chef d'entreprise ou de cadre supérieur a environ une chance sur deux de faire partie des 20 % des revenus les plus élevés », citant une étude française. Mais pour les enfants dont le père est ouvrier, cette probabilité retombe à un sur dix.

« La figure du "mur" est supposée colmater les angoisses »

Pour le géographe Michel Foucher, le Mur de Berlin fut un cas unique et y faire référence pour évoquer l'évolution des frontières et des migrations n'a guère de sens.

ENTRETIEN

WILLIAM BOURTON

À la fin du XX^e siècle, d'aucuns ont tiré des conséquences hyperboliques de la chute du Mur de Berlin et prophétisé ni plus ni moins que « la fin de l'Histoire » et la victoire planétaire de la démocratie libérale. Dans ces conditions, les « murs » entre les nations étaient progressivement appelés à disparaître... Cette utopie a fait long feu. Pour autant, les peuples se sont-ils barricadés entre eux ? Nous avons interrogé le géographe et diplomate français Michel Foucher, un des meilleurs spécialistes mondiaux des frontières.

La chute du Mur de Berlin, en novembre 1989, n'a pas été le début de « l'effet domino » que d'aucuns avaient prophétisé...

Ce qui a été démonté à Berlin était un « mur » au sens propre, destiné à empêcher les habitants de la République démocratique allemande de quitter leur pays. Il marquait avec efficacité, depuis 1961, une interdiction de sortir et ce fut un cas unique. En 1989, il existait d'autres clôtures durcies : péninsule coréenne, Chypre, Inde/Pakistan... Il s'en est ajouté d'autres depuis, soit dans des territoires contestés (Sahara occidental, Israël/Palestine, Ligne Durand non reconnue comme frontière par Kaboul, Peace Lines en Irlande du Nord), soit après des conflits (Chypre, Koweït/Irak et Arabie saoudite/Irak), soit après un accord frontalier (Inde/Bangladesh). Plus récentes sont les barrières migratoires, l'interdiction d'entrer pour les illégaux (sur le tiers de la frontière américano-mexicaine ou à Ceuta et Mellila, par exemple).

Selon les données de la politologue canadienne Élisabeth Vallet, de l'université du Québec, sur les quelque 250.000 km de frontières terrestres, environ 40.000 seraient des « murs » (au sens large de « séparations infranchissables »), soit autant que la circonférence de la Terre. Mais vous êtes

méfiant à l'égard de ces chiffres. Pourquoi ?

On ne peut pas assimiler toutes les clôtures à des « murs ». Le chiffre cité et souvent repris inclut les dispositifs extérieurs de l'espace Schengen ! On compte actuellement une vingtaine de « murs », soit en effet deux fois plus qu'avant 1989. Ils sont d'abord liés à des impératifs de sécurité (plusieurs segments urbains de la barrière de séparation israélienne ont en effet des murs et la majeure partie est une clôture de sécurité dont le but est d'enrayer le risque terroriste ; la ligne fortifiée électroniquement et patrouillée entre l'Arabie saoudite et le Koweït). Les autres sont des clôtures anti-migratoires. Il convient d'analyser les fonctions spécifiques de ces dispositifs, qui diffèrent fortement en raison des situations géographiques et parfois géopolitiques. De ce point de vue, la référence au Mur de Berlin n'a guère de sens.

Aujourd'hui, un des murs les plus « médiatiques » est celui que Donald Trump s'est échiné à construire à la frontière sud de son pays...

Le président Trump poursuit, de manière tonitruante, le processus engagé par ses prédécesseurs de durcissement de certains segments de la longue frontière américano-mexicaine. La rhétorique murale de Donald Trump fait partie de son programme électoral mais elle est inapplicable dès lors que la frontière américano-mexicaine est d'abord une ressource pour les deux pays, les 48 villes jumelles et les populations des deux pays. Elle est le support d'une activité économique et sociale régionale, fondée précisément sur le meilleur usage des différences (prix, salaires, services). Les échanges quotidiens de biens se montent à près de 2 milliards de dollars. Entre San Diego et Tijuana passent chaque année en toute légalité 18 millions de véhicules et 9 millions de piétons. Trump a obtenu du Congrès un budget pour durcir un segment de 51,4 km (pour 784 millions de dollars) et édifier une levée de



Michel Foucher

Michel Foucher est né en 1946. Il est géographe, ambassadeur et occupe la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH). Dernier ouvrage paru : *Le retour des frontières* (CNRS éditions, 2016).

Pour Michel Foucher, la référence au Mur de Berlin n'a guère de sens lorsqu'on a affaire à des dispositifs sécuritaires ou anti-migratoires. © DR.

Le fait d'insister autant sur les « murs » sert en fin de compte à délégitimer les frontières au nom d'un monde complètement ouvert à la marchandise

”

quelques dizaines de kilomètres dans la vallée du Rio Grande (498 millions de dollars). Ce sera son maigre bilan en 2020.

On entend parfois que la tendance lourde est sinon à se « barricader » entre soi, du moins à filtrer fortement les arrivées sur son territoire national...

J'observe au contraire que les humains n'ont jamais été aussi mobiles. En Europe : 15 millions de visas Schengen ont été délivrés en 2018. Chaque jour, on compte plus de 1,5 million de travailleurs frontaliers. En 2017, selon Eurostat, 273 millions de résidents européens de plus de 15 ans se sont rendus dans un autre pays de l'UE pour un séjour de plus d'une journée (visites touristiques et familiales) et 118 millions pour affaires (dont 41 millions d'Allemands et 24 millions de Français). On retrouve cette forte mobilité transfrontalière en Amérique du Nord, entre Singapour et la Malaisie, entre Hong Kong et Shenzhen.

Cette « mobilité » n'est pas toujours volontaire...

À l'échelle mondiale, on estime que 35 humains sur 1.000 sont des migrants internationaux ayant franchi une ou plusieurs frontières pour s'établir pendant plus d'une année dans un pays étranger pour des raisons volontaires (études, emploi, famille) ou involontaires (refuge et asile). Sur un total de 270 millions de migrants internationaux en 2019, 57 % vivent dans les pays développés - et 61 % de ceux-ci pro-

viennent de pays en développement. Cinquante-deux pour cent des migrants vivent dans dix pays : les États-Unis (50 millions), l'Arabie saoudite (13 millions), l'Allemagne (13 millions), la Russie (12 millions), le Royaume-Uni (9 millions), les Émirats arabes unis (8,5 millions), suivis par la France (7 millions), le Canada (7 millions), l'Australie (6 millions) et l'Espagne (5 millions). Depuis dix ans, les corridors bilatéraux qui ont connu la plus forte hausse sont : Syrie vers Turquie, Liban et Jordanie ; Soudan du Sud vers Ouganda ; Inde vers Oman, Arabie saoudite et Koweït ; Mexique, Inde et Chine vers États-Unis. Soit des migrations forcées de réfugiés dans les deux premiers cas et des migrations économiques dans les autres.

Les « murs » déchaînent les passions : c'est à cor et à cri qu'on en exige ou qu'on les dénonce !

Le fait d'insister autant sur les « murs » sert en fin de compte à délégitimer les frontières, au nom d'un monde complètement ouvert à la marchandise. Mais dans des sociétés occidentales saturées d'images sur les bruits et les fureurs du monde et ébranlées par la remise en cause de repères éthiques, politiques, sociaux, la frontière spatiale devient la métaphore d'une demande de protection absolue et la figure du « mur » est supposée colmater les angoisses. En réalité, les citoyens ont besoin de lois et de limites pour se dispenser des murs. C'est là-dessus que prospère le style populiste.



ALAIN BERENBOOM

ÉCRIVAIN

Murmures

Ce que l'on criait en 1989 est devenu murmure trente ans plus tard. Et ce que l'on crie aujourd'hui était à peine balbutiant à la fin des années 80.

À l'époque, l'Europe aspirait plus que tout aux droits de l'homme. Plus qu'aux revendications sociales et économiques, plus qu'aux exigences éthiques. « Liberté ! », clamaient les manifestants de Berlin, Prague, Varsovie, Budapest, Bucarest, qui ont réussi l'impensable, la disparition du communisme en trois coups de cuiller à pot ! (Tandis que leurs camarades chinois se faisaient tailler menu sur la place Tiananmen.)

A présent, les droits de l'homme semblent passés de mode. Il est même de bon ton chez certains de faire la fine

bouche devant ceux qu'ils qualifient de « droit-de-l'homnistes », expression dégueulasse qui justifie le cynisme au nom du soi-disant réalisme. Parmi ces beaux esprits, on trouve pêle-mêle des hommes de droite comme Zemmour ou Sarkozy, autant que de gauche tels Badiou, Védrine ou Chevènement.

Même notre Ligue des droits de l'homme a choisi de masquer ce concept devenu honteux. Elle s'est transformée l'an dernier en Ligue des « droits humains » (oubliant l'étymologie latine du mot *homo*, qui n'est pas le mâle, qu'on désignait par le mot *vir*. O tempora ! O mores !)

Ah ! Le mur du politiquement correct, voilà la notion en vogue trente ans après la victoire de la liberté. On doit cacher *Tintin au Congo*, effacer la

cigarette du portrait de Malraux sur les timbres français, fabriquer une orthographe masc.fém. grotesque, éviter toute référence aux vraies merveilles de la civilisation européenne sur les billets d'euros pour ne froisser personne et ne pas remuer l'histoire.

Reconstruit un peu plus loin

La caricature est aussi passée au purgatoire. Elle doit éviter d'être « trop », sous peine de ne plus être publiée (le *New York Times* a supprimé le dessin politique) ou même sous peine de mort. « On peut rire de tout mais pas avec n'importe qui », disait Pierre Desproges - juste avant la chute du Mur, trente ans plus tard, n'importe qui peut vous empêcher de rire tout simplement.

Le Mur de Berlin est tombé, hurra ! Mais - ne vous en êtes-vous pas aperçu, vous qui faites la fiesta ? - il a été reconstruit un peu plus loin, aux frontières de l'Europe. Lorsque l'Union s'est ouverte à la plupart des pays libérés du joug soviétique, on a accueilli leurs citoyens à bras ouverts. Depuis, leurs dirigeants sont parmi les plus acharnés à repousser ceux d'ailleurs, chassés vers notre paradis par la guerre, la barbarie ou la misère. Voilà la seule politique pour laquelle les Européens sont unis : fermer nos frontières.

L'argent qui servait à réunifier notre continent, il y a trente ans, sert maintenant à entretenir des prisons.

www.berenboom.com

QUIZ

Avez-vous trop fait le mur ?

Grande et petite histoire, cinéma, musique... Etes-vous incollable sur les murs ou avez-vous trop séché les cours ?

1

Comment s'appelle la première personne qui a physiquement ouvert le passage entre la RDA et la RFA le soir du 9 novembre 1989 ?

- a. Mikhaïl Gorbatchev, qui avait fait le déplacement depuis Moscou.
- b. Personne, les Allemands ont forcé le passage et les militaires n'ont pas réagi.
- c. Sonja Müller, une garde-frontière que l'histoire a oubliée.
- d. Harald Jäger, un ancien officier de la Stasi qui a désobéi aux ordres et ouvert le passage de la Bornholmer Strasse à Berlin.

2

Quel est le titre du morceau joué par le violoncelliste Rostropovitch devant le Mur de Berlin au moment de sa chute ?

- a. La Sonate en la mineur de Schubert
- b. Un extrait des suites pour violoncelle seul de Bach
- c. 99 Luftballons, de Nena
- d. Une improvisation de son cru

3

Qui l'ancien dirigeant de la RDA Erich Honecker embrasse-t-il sur le fameux graffiti présent sur les vestiges du Mur de Berlin ?

- a. Ronald Reagan
- b. Mikhaïl Gorbatchev
- c. Léonid Brejnev
- d. François Mitterrand



4

Laquelle de ces villes ne se trouvait pas sur la frontière entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest ?

- a. Berlin
- b. Lübeck
- c. Neustadt
- d. Rammstein

5

Dans le film « Good Bye, Lenin ! », dans quel fastfood travaille Ariane, qui fait revivre la République démocratique allemande pour sa mère souffrante ?

- a. Burger King
- b. MacDonald's
- c. Dans le snack d'un de ses amis
- d. Chez un vendeur de currywurst

6

Quel est le titre original du film de Banksy « Faites le mur ! », sorti en 2010 ?

- a. « Build a Wall »
- b. « Exit Through the Gift Shop »
- c. « A Life of Fraud »
- d. « Mr Brainwash will brainwash you »

7

De quel côté du mur de séparation entre Israël et les territoires palestiniens se trouvait le dessin de la petite fille au ballon par ce même Banksy ?

- a. Palestinien
- b. Israélien
- c. On l'ignore
- d. Sur le mur entre le Mexique et les Etats-Unis

8



A Bruxelles, sur combien de murs sont dessinées des BD ?

- a. 1.989
- b. 175
- c. 38
- d. 56

9

Quelle Miley Cyrus a chanté « Fly on the Wall » ?



a.



b.



c.



d.

10

Combien de temps dure la chanson « Another Brick in the Wall », de Pink Floyd ?

- a. 12 minutes et 7 secondes
- b. 4 minutes et 24 secondes
- c. 3 minutes et 10 secondes + 3 minutes et 59 secondes + 1 minute et 15 secondes
- d. 7 minutes et 57 secondes

Réponses

1. d. 2. b. 3. c. 4. d. Rammstein n'est pas une ville, mais un groupe de métal allemand qui a publié la chanson « Stein um Stein », pierre après pierre. Rammstein, en revanche, est bien une ville de l'Ouest de l'Allemagne. 5. a. 6. b. 7. a. 8. d. 9. c. 10. c. Sur l'albun « The Wall » des Pink Floyd, sorti en 1979, il y a en réalité trois parties dans la chanson nommée « Another Brick in the Wall ». « Another Brick in the Wall Part 2 » est le titre le plus connu.

Le 9 novembre, l'Allemagne et l'Europe célèbreront les 30 ans de la chute du mur de Berlin. La fin du « Mur de la honte » a ouvert en Europe une période d'optimisme sur le projet européen qui a abouti à l'intégration des anciens pays du bloc de l'Est dans l'Union. Durant une semaine, « Le Soir » publie une série d'articles, de reportages, de vidéos sur cet événement historique.

La fin de la déchirure

A l'occasion du 30^e anniversaire de la chute du mur de Berlin, le ministre allemand des Affaires étrangères rappelle dans « Le Soir » la beauté de l'événement. Heiko Maas plaide pour que l'Europe se souvienne de cet héritage.

Où étiez-vous lorsque le mur de Berlin est tombé ? Chacun d'entre nous en Europe peut répondre à cette question s'il a vécu le 9 novembre 1989. Les retrouvailles des Allemands de l'Est et de l'Ouest dans l'émotion et la joie il y a trente ans n'ont pas seulement marqué la fin de la division de l'Allemagne. La chute du mur marque aussi la chute du rideau de fer qui a déchiré notre continent pendant quarante ans.

Le 9 novembre, nous, Allemands, ne célébrons donc pas seulement l'anniversaire de la chute du mur. Nous célébrons le courage de la population de toute l'Europe centrale et orientale qui a fait triompher la liberté et la démocratie. Nous célébrons l'union de l'Europe qui est heureusement rassemblée aujourd'hui, à quelques rares exceptions près.

Nous devons construire une Europe qui réponde aux valeurs et aux rêves de ceux qui sont descendus dans la rue en 1989

”

Nous, Allemands, savons à qui nous devons ce bonheur : nous le devons aux centaines de milliers d'Allemands de l'Est qui sont descendus dans la rue pour défendre la liberté. Nous le devons aux ouvriers du chantier naval de Gdansk, aux révolutionnaires des pays Baltes qui ont manifesté en chantant, aux Hongrois, qui ont été les premiers à ouvrir le rideau de fer, aux maîtres à penser de la Charte 77 à Prague, aux manifestations à la bougie à Bratislava, aux insurgés de Timisoara, à tous ceux qui, assoiffés de liberté, ont renversé les murs et arraché les barbelés. Et nous le devons à nos amis et partenaires de l'Otan à l'Ouest mais aussi à la politique de glasnost et de perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev qui ont préparé la voie à la réunification.

L'unité allemande, c'est aussi un cadeau de l'Europe à l'Allemagne, et ce, à la fin d'un siècle où les Allemands ont fait subir des souffrances inimaginables à ce continent, à la Belgique notamment. Nous sommes tout particulièrement reconnaissants aux Belges de nous avoir tendu la main de la réconciliation, si peu de temps après la Seconde Guerre mondiale. C'est ce qui nous a permis de lancer ensemble le projet européen et même, bien plus tard et avec leur soutien, la réunification.

Il en découle pour nous une obligation : celle de parachever l'unification de l'Europe, de construire une Europe qui réponde aux valeurs et aux rêves de ceux qui sont descendus dans la rue

en 1989 pour la liberté et la démocratie. Nous voulons œuvrer dans ce sens, et tout particulièrement l'année prochaine quand nous prendrons la présidence de l'UE, trente ans après la réunification de notre pays.

Le sauvetage de l'euro, les querelles interminables sur l'accueil et la répartition des réfugiés, tout cela a créé de nouveaux fossés en Europe. Avec le Brexit, nous assistons pour la première fois à la sortie d'un pays de l'UE. Et dans beaucoup de pays européens, ceux qui veulent nous faire croire que moins d'Europe c'est mieux, ont le vent en poupe.

La seule voix qui pèse : l'Europe

Or une chose est sûre : pour subsister dans ce monde, les Européens doivent rester soudés. Car aucun d'entre nous n'est capable de relever seul les quatre grands défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, à savoir la mondialisation, le changement climatique, la transformation numérique et la migration. Diverses capitales européennes lancent chacune de leur côté des appels à Moscou, à Pékin et malheureusement de plus en plus souvent aussi à Washington. Mais la seule voix qui pèse d'un poids déterminant, c'est celle de l'Europe. Faire cavalier seul doit être enfin tabou en Europe.

– Ensemble, nous devons formuler et mettre en œuvre une politique européenne à l'égard de pays comme la Russie et la Chine. Nous avons donc besoin d'une diplomatie européenne plus efficace mais avant tout d'une plus grande flexibilité de la part de tous les pays européens. Ce n'est pas avec 27 approches nationales que nous allons réussir.

– Ensemble, nous devons faire plus d'efforts pour désamorcer les conflits dans notre voisinage, dans le Donbass, en Syrie et en Libye. Dans ce but, il sera nécessaire de renforcer les instruments de l'Europe pour le règlement pacifique des conflits. Et nous avons besoin d'une véritable union européenne de la défense, en complément de l'Otan, qui soit capable d'agir de manière autonome partout où cela est nécessaire.

– Ensemble, nous devons lutter pour

Heiko Maas

L'homme politique allemand est depuis le mois de mars 2018 ministre des Affaires étrangères. Membre du parti social-démocrate (SPD), Heiko Maas est originaire de la région industrielle et frontalière de la Sarre, tout comme l'actuelle présidente de la CDU et ministre de la Défense Annegret Kramp-Karrenbauer. En 1989, alors âgé de 23 ans, il s'engage en politique. Il a occupé plusieurs postes de ministres régional et fédéral.



le maintien de l'ordre international et devenir le noyau d'une Alliance pour le multilatéralisme. Car la paix dépend du maintien de cet ordre, également en Europe. C'est une bonne chose que la Belgique et l'Allemagne siègent toutes deux au Conseil de sécurité des Nations unies pour deux ans.

– Ensemble, nous devons jouer un rôle de leader dans la protection du climat. Il faudra prendre des décisions politiques courageuses et la société va devoir accomplir de réels efforts pour que notre continent soit climatiquement neutre à la moitié de notre siècle. Si nous n'y parvenons pas, nous allons compromettre l'avenir de nos enfants.

– Ensemble, nous devons renforcer l'économie européenne pour ne pas être broyés par le différentiel commercial et la concurrence technologique entre la Chine et les États-Unis. C'est pourquoi le prochain budget de l'UE doit être un budget pour l'avenir qui investit de manière ciblée dans la recherche, la haute technologie et la transformation numérique. C'est le seul moyen de garantir la prospérité

de l'Europe.

– Ensemble, nous devons veiller à la cohésion interne de l'UE. L'Europe est forte quand elle peut offrir à ses citoyennes et citoyens la protection sociale et l'intégration de ses normes non seulement économiques mais aussi sociales. Et l'Europe est forte quand nous respectons et faisons respecter des valeurs telles que celle de l'État de droit.

Penser au-delà des frontières

L'automne 1989 a montré ce dont les Européennes et Européens étaient capables lorsqu'ils pensent au-delà des frontières nationales et passent à l'action. Il a révélé les forces qui les animent lorsqu'ils se mobilisent pour la liberté et la démocratie, le droit et la justice : la force de dépasser les murs et les frontières ; la force de faire respecter nos valeurs et intérêts dans un monde de plus en plus autoritaire.

Ce monde a besoin du courage de l'Europe pour la liberté, du courage dont elle a fait preuve en 1989. Osons enfin être européens, agir européen, sans aucune réserve !



« Il découle pour nous une obligation : celle de parachever l'unification de l'Europe », plaide Heiko Maas. © GÉRARD MALIE/AFP.



A l'automne 89, les Européens ont montré de quoi ils étaient capables lorsqu'ils pensent au-delà des frontières, estime le ministre allemand des Affaires étrangères. © PATRICK HERTZOG/AFP.

Le sauvetage de l'euro, les querelles interminables sur l'accueil et la répartition des réfugiés, tout cela a créé de nouveaux fossés en Europe

”

Le 9 novembre, l'Allemagne et l'Europe célèbreront les 30 ans de la chute du Mur de Berlin. La fin du « Mur de la honte » a ouvert en Europe une période d'optimisme sur le projet européen qui a abouti à l'intégration des anciens pays du bloc de l'Est dans l'Union. Cette semaine, « Le Soir » publie une série d'articles, de reportages, de vidéos sur cet événement historique.

Le 9 novembre, l'impossible commémoration



L'installation de l'artiste américain Patrick Shearn, ce 1^{er} novembre, devant la porte de Brandebourg : 30.000 rubans sur lesquels sont écrits les vœux de 30.000 personnes. © EPA

Le 9 novembre est le jour de la chute du Mur de Berlin. Mais il restera aussi le jour de la honte pour les Allemands. Il y a 81 ans, c'était le début de la Shoah.

CHRISTOPHE BOURDOISEAU
CORRESPONDANT À BERLIN

Le 9 novembre est un jour de gloire pour les Allemands, celui de la révolution pacifique de 1989. Pour la première fois dans l'histoire de leur pays, le changement est venu de la rue et non pas des coulisses du pouvoir.

Malheureusement pour eux, le chef de poste de la Bornholmer Strasse, l'endroit où la frontière a cédé, n'a pas voulu attendre quelques dizaines de minutes de plus pour ouvrir la barrière à la foule en délire. Sinon, les Allemands auraient pu choisir leur fête nationale ce jour-là qui serait tombé le 10 novembre.

L'histoire en a voulu autrement. Les dates historiques se superposent en Allemagne. Impossible à l'époque de choisir le 9 novembre pour célébrer l'unité du pays ! Cette date est aussi un jour de honte en Allemagne : elle commémore la « Nuit de cristal » de 1938 qui

a vu des centaines de synagogues brûler dans tout le pays. Hasard du calendrier, le 9 novembre est celui du putsch manqué d'Adolf Hitler à Munich (1923) et la double proclamation de la république de Weimar (1918), l'une par les sociaux-démocrates et l'autre par les communistes.

« Le jour le plus important »

« Le 9 novembre est devenu le jour le plus important de l'histoire du XX^e siècle en Allemagne », résume l'historien français Etienne François, ancien directeur du centre Marc Bloch à Berlin et auteur de plusieurs ouvrages de référence sur l'Allemagne. « Mais cette date est trop ambivalente pour en faire un jour de fête nationale. On peut se réjouir de la révolution et de la chute du Mur mais pas du putsch d'Hitler et encore moins de la Nuit de Cristal », explique-t-il.

Cette date est considérée par les historiens comme le point de départ de la Shoah. En une nuit, 267 synagogues furent incendiées, 7.500 magasins saccagés et pillés, 91 personnes tuées et plus de 20.000 personnes arrêtées et internées dans des camps de concentration. Le pogrom de 1938 porte le nom de « Nuit de cristal » parce qu'il rappelle les morceaux de vitres qui recouvraient les rues après le déferlement de la violence nazie.

Jusqu'en 1945, six millions de Juifs mourront dans les camps de concentrations et chaque année, lors des cérémonies commémorant la chute du Mur, les responsables politiques ne manquent pas de rappeler que l'ouverture de la frontière est aussi liée à la Shoah par sa date.

Une fête nationale « ennuyeuse »

Les Allemands ont donc préféré retenir le 3 octobre, le jour de l'entrée en vigueur de la signature du traité de Réunification et de la dissolu-

tion de la RDA. Cette commémoration (« Jour de l'unité allemande »), organisée chaque année par un Land différent, est jugée beaucoup trop bureaucratique, estiment ses détracteurs. Nulle part au monde, on ne s'ennuie autant le jour de la fête nationale. « Le 3 octobre est une commémoration artificielle. Elle ne provoque chez moi aucune émotion », résume Wieland Schultz, un Berlinois qui a vécu sous le régime communiste.

Le débat sur la fête nationale n'est d'ailleurs pas clos en Allemagne. Les partisans d'un changement de date estiment qu'on pourrait commémorer à la fois la chute du Mur et le jour de honte. « Le 9 novembre est une date hautement symbolique pour Berlin et pour l'Allemagne. Aucune autre date ne représente pour nous autant la paix, la liberté et la démocratie. D'un autre côté, elle montre aussi ce qu'il peut se passer lorsque l'Etat et la société abandonnent leurs propres valeurs », estime Alexander Ignor, professeur d'histoire à l'Université Humboldt. « C'est à la fois un jour de fête et de mémoire », estime-t-il.

Un changement de date paraît néanmoins peut imaginable dans un proche avenir. En 2018, la ville-région de Berlin a eu l'occasion de faire le premier pas à l'occasion de l'instauration d'un nouveau jour férié dans le calendrier régional. La capitale, qui ne compte que neuf jours fériés, cherchait un moyen de rattrapper son retard sur d'autres régions comme la Bavière qui en compte 13.

Plusieurs historiens chargés de la dictature est-allemande ont plaidé pour le 9 novembre. Berlin a finalement choisi le 8 mars pour célébrer la Journée internationale de la femme.

Quand les Allemands ont fait le Mur

Depuis l'été, tout le Bloc de l'Est branlait du manche. Ainsi, deux jours plus tôt, le gouvernement communiste de la RDA (République démocratique allemande) avait démissionné collectivement, après une manifestation monstre qui avait coalisé un million de personnes dans les rues de Berlin-Est. Ce jeudi 9 novembre 1989, le comité central du Parti communiste (SED) se réunit sous la direction du nouveau secrétaire général Egon Krenz, successeur d'Erich Honecker, et tire les conséquences des événements récents. Une nouvelle législation sur les voyages est adoptée, qui libéralise totalement les déplacements. Personne ne s'en doute encore mais cette réforme, qui pour l'heure n'est pas rendue publique, va non seulement marquer la fin du Mur de Berlin mais, bientôt, faire advenir l'impensable : la réunification de l'Allemagne. À 18 heures, le porte-parole du comité central rend compte à la presse des dernières décisions du régime, mais il ne mentionne toujours pas l'ouverture des frontières. Ce n'est qu'incidemment, en réponse à une question d'un journaliste, qu'il annonce que des visas pour voyager ou émigrer à l'étranger seront, à dater de ce jour, délivrés sans condition. Les télex ne tardent pas à crépiter : « Les Allemands de l'Est peuvent se rendre à l'étranger dès maintenant ! ». Vers 20h30, la nouvelle a poussé des milliers de Berlinois hors de chez eux. Ils battent le pavé devant le poste frontière de la Bornholmer Strasse, qui relie la ville Est à la ville Ouest. Les redoutables garde-frontières ne savent pas trop quoi faire... À 23h30, alors que la télévision publique de RFA a annoncé prématurément que les portes du Mur étaient « grandes ouvertes », la foule massée Bornholmer Strasse commence à gronder et menace de forcer le passage. Un officier finit par ordonner à la troupe d'ouvrir la barrière. C'est la ruée vers Berlin-Ouest. Allemands de l'Est et de l'Ouest tombent dans les bras les uns des autres. Pendant la nuit, tous les autres points de passage entre les deux Allemagnes s'ouvrirent. Certains habitants euphoriques attaquent des parties du mur à la pioche ou au marteau. D'autres l'escaladent et se juchent à son sommet, souvent une bouteille à la main. Des scènes de liesse inimaginables durant 28 ans, alors que l'ancienne capitale du Reich était coupée en deux. Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl ne perdra pas de temps pour réunifier les deux parties de l'Allemagne. W.B.

Le 9 novembre, l'Allemagne et l'Europe célébreront les trente ans de la chute du Mur de Berlin. La fin du « Mur de la honte » a ouvert en Europe une période d'optimisme sur le projet européen qui a abouti à l'intégration des anciens pays du bloc de l'Est dans l'Union. Cette semaine, « Le Soir » publie une série d'articles, de reportages, de vidéos sur cet événement historique.

Kreuzberg Incarnation d'une capitale sans boussole



Le quartier ouest de Kreuzberg était surnommé à l'époque de la chute du Mur « la petite Istanbul ». © REUTERS.

CH.B.

Les Allemands ne portent pas tout leur capital dans leur cœur. Les catholiques des régions du sud, vallonné et montagneux, sont notamment vite refroidis par l'atmosphère austère de cette grande ville chaotique de 3,5 millions d'habitants, située au milieu de la plaine du Brandebourg, en terre protestante. « Ce que je préfère quand je viens à Berlin, c'est le voyage du retour », ironise à peine Markus Söder, le ministre-président conservateur de Bavière.

Les Allemands ne lui contestent pas son statut de capitale, comme ce fut encore le cas lors du débat historique au Bundestag, le 21 juin 1991, lorsque Berlin s'était imposée face à Bonn avec seulement 18 voix d'avance sur quelque 660 députés. Mais ils la considèrent comme sale et dangereuse. « Le mélange de criminalité, de trafic de drogue et de pauvreté n'est pas fait pour moi, petite plante écolo-bourgeoise du Bade-Wurtemberg », lance le maire écologiste de Tübingen.

La plus grande cité du pays devant Hambourg (1,8 million d'habitants) et Munich (1,5 million) fait partie des cinq villes les plus nécessiteuses du pays. Dans la capitale de la première économie d'Europe, un habitant sur cinq vit encore sous le seuil de pauvreté.

L'ouverture de la frontière a été un événement heureux pour le monde entier mais une catastrophe économique pour les Berlinoises, y compris pour ceux de l'Ouest. « Le Mur nous est tombé sur la tête », rappelle Çilem Akar, une Kurde qui vivait paisiblement avec sa famille dans le quartier ouest de Kreuz-

berg, surnommé à l'époque « la petite Istanbul ». « Beaucoup de gens ont perdu leur travail et ont été confrontés aux violences de néonazis de l'Est », se souvient-elle.

La pression des loyers

« Berlin reste très faible économiquement », confirme Hanno Hochmuth, de l'Institut de recherches d'histoire contemporaine à Potsdam (ZZF). Aucune capitale d'Europe n'affiche un PIB par habitant à peine plus élevé que la moyenne nationale. « Aujourd'hui, Berlin n'a que son histoire à vendre », résume-t-il.

Non seulement Berlin est toujours pauvre – avec un taux de chômage presque deux fois plus élevé que la moyenne –, mais elle n'est même plus « sexy », comme l'affirmait fièrement le « maire de la fête », Klaus Wowereit, au

La culture underground, qui fait la spécificité de Berlin, s'efface irrémédiablement face à la pression des loyers

Harry Nutt

Chef du service culture
au « Berliner Zeitung »

”

Berlin s'est découvert une identité sans le Mur

Depuis trente ans, la capitale allemande apprend à vivre sans « son » Mur. Inégalités sociales, statut à conquérir et devoir de mémoire sont autant de défis pour la ville. Visite en trois lieux.

CHRISTOPHE BOURDOISEAU
CORRESPONDANT À BERLIN

Il y a bientôt trente ans, tombaient les premières pierres du mur de Berlin. Une ville alors totalement coupée en deux, des rues séparées par des blocs de béton armé, des habitants coupés de leurs voisins et de leur famille. Quand, le 9 novembre 1989, la frontière entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est se fissure, Berlin voit se profiler un nouvel avenir. Celui d'une capitale européenne réputée pour sa culture et ses soirées. Mais aussi celui d'une ville meurtrie et divisée au difficile travail de mémoire. Rencontre d'une cité en mutation sur trois lieux symboliques.

ABONNÉS

LE SOIR

Retrouvez sur notre site abonnés nos autres articles sur le Mur de Berlin, ainsi que des vidéos et galeries photo.

plus.lesoir.be



Le Mémorial du mur de Berlin est le seul endroit où l'on trouve encore la frontière dans son intégralité (no man's land, tour de contrôle, chemin de ronde et éclairage). © REUTERS.

Bernauer Strasse La frontière invisible

CH.B.

Thorsten a préféré rester anonyme. Le jeune père de famille berlinois d'origine est « plutôt de gauche », favorable à la mixité sociale et à une politique d'intégration. Mais il ne voulait pas scolariser ses enfants dans le quartier où il habite, à Wedding, dans l'ancien « secteur français ». « On s'est installé ici à cause des loyers abordables. Mais je refuse de placer mes enfants dans une école où plus de 95 % des élèves sont issus de l'immigration », explique-t-il.

« Le niveau d'éducation est trop faible », dit-il. Thorsten a donc cherché une école publique de « l'autre côté », à Prenzlauer Berg dans l'ancien secteur soviétique, qui est devenu en vingt ans le quartier « bobo » des architectes, des journalistes, des comédiens et des universitaires.

Avant 1961, les deux côtés de cette rue, la Bernauer Strasse, constituaient

un seul et même quartier. On rendait visite à ses grands-parents en traversant la rue. Les habitants se rendaient à l'église, allaient à l'école et faisaient leurs courses tout naturellement, de l'autre côté. Avant que les soldats ne se déploient ici, comme partout ailleurs le long de la zone d'occupation soviétique, au petit matin du 13 août 1961.

De « l'autre côté » de la rue, par obligation

Depuis 1989, la voie est de nouveau libre. Mais deux mondes vivent séparés. Le mur est devenu invisible. Du côté Est, les immeubles rénovés abritent désormais les riches Allemands de l'Ouest arrivés dans les années 2000. Leurs compatriotes de l'Est ont été chassés par la hausse des loyers (80 % des habitants sont partis en quinze ans). Penthouses, Porsches et poussettes de luxe font désormais partie du décor là où, il y a trente ans, les fumées de charbon et les échappements des Trabant noir-

saient les façades.

De l'autre côté de la rue, le quartier de Wedding, dans l'ancien secteur militaire français, dont la population, principalement turque et musulmane, est issue à 70 % de l'immigration. Ils habitent dans des appartements construits dans les années 60 et 70, à l'époque où les « Gastarbeiter » (travailleurs invités) de l'époque s'installaient dans les quartiers les moins chers : au bord du Mur.

Les Allemands de l'Est ont découvert ce nouveau monde en 1989 lorsque le Mur est tombé. Le choc culturel a été violent. « Le 11 novembre, je suis passé à l'Ouest. J'étais curieux. Mais je suis revenu au bout d'une demi-heure. Je n'y suis pas retourné pendant au moins trois ans », avoue Uwe Schneider, un Allemand de l'Est qui vit toujours dans le quartier.

début des années 2000. Les derniers terrains vagues disparaissent sous le béton et avec eux les grandes fresques de street art des murs solitaires.

Les artistes du monde entier, privés d'espaces de liberté, retournent dans leur pays. Le « Berlin bohème » s'évapore et, avec lui, toute la faune culturelle qui avait fait la réputation de Berlin. « La culture underground, qui fait la spécificité de Berlin, s'efface irrémédiablement face à la pression des loyers », constate lui aussi Harry Nutt, chef du service culture du quotidien *Berliner Zeitung*.

Avec près de 60 milliards d'euros de dettes, l'ancienne métropole industrielle, scientifique et culturelle d'Europe du début du XX^e siècle est déboussolée. « Berlin, plongée dans une période d'incertitude, ne sait plus où elle va », confirme Rüdiger Schaper, chef du service culture du quotidien berlinois *Der Tagesspiegel*.

Eviter le « piège de Barcelone »

Cette ville coincée entre deux histoires allemandes fait face désormais au défi de la mondialisation. La spéculation immobilière et le tourisme de masse ont bouleversé la vie sociale et culturelle. Les loyers ont progressé de 70 % en dix ans et Berlin est devenue la troisième destination européenne après

Londres et Paris.

Même les start-up, qui constituent le deuxième secteur économique de Berlin après le tourisme, ne trouvent plus de place dans la capitale. « Berlin avait l'avantage d'offrir des espaces bon marché aux jeunes entreprises. Maintenant, il devient difficile de trouver des bureaux », confirme Jérémie Rosselli, le directeur France de la banque allemande en ligne N26.

La ville s'accroche à sa nouvelle « industrie lourde », la vie nocturne, qui lui rapporte 280 millions d'euros par an. « La nuit a une fonction très importante pour l'économie berlinoise. Les touristes ne viennent pas ici pour aller à la plage mais pour faire la fête », rappelle Lutz Leichsenring, le porte-parole des clubs de nuit.

Avec une clientèle constituée désormais de 40 % de touristes, les boîtes cherchent le moyen d'éviter à tout prix le « piège de Barcelone ». « Nous défendons notre image de marque. Notre objectif n'est surtout pas la maximisation des profits », insiste-t-il.

Berlin, rattrapée par la normalisation, cherche encore et toujours sa voie. « C'est une ville qui change sans arrêt », insiste Lutz Leichsenring. Une nouvelle page est en train de se tourner pour la capitale allemande. Sans savoir à quoi elle ressemblera.

Checkpoint Charlie Symbole universel de la guerre froide et de la privatisation de la mémoire

CH.B.

« Voulez-vous un morceau du Mur ? », demande la caissière du musée. « Non merci ! J'en ai déjà acheté un à New York », répond le touriste français. Cette scène n'est pas une comédie. Elle se déroule à Checkpoint Charlie, au « Mauermuseum », un musée - privé - du Mur.

Trente ans après l'ouverture de la frontière, tout est faux à l'ancienne frontière est-allemande. Les policiers des frontières (Vopos) ont été supplantés par les employés du McDonald's et des magasins de « souvenirs » aux alentours. Seule consolation pour les té-

moins de l'époque : on distingue encore sur le sol le tracé du Mur reconstitué par des pavés. « Sinon, je ne reconnais vraiment plus rien », avoue Nadia Oussaïd, qui a assisté ici à la chute du Mur dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989.

Le panneau « Vous quittez le secteur américain » et la baraque en bois du Checkpoint sont des copies. Les étudiants qui posent en uniforme pour la photo ne savent même pas faire le salut militaire. « Ce n'est pas comme ça qu'on fait dans l'armée américaine ! », lance, fou de rage, un touriste, ancien GI, en corrigeant un « garde-à-vous » beaucoup trop mou.

Checkpoint Charlie, c'est l'histoire

d'un Mur qui a failli disparaître à tout jamais. En 1990, personne à Berlin ne voulait garder sous ses fenêtres ces pans de béton de 3,60 mètres de haut qui coupaient la ville en deux sur 43 km (155 km tout autour de Berlin-Ouest). La ville a entièrement privatisé Checkpoint Charlie, de telle sorte que différents acteurs privés se font aujourd'hui concurrence pour vendre la mémoire sur ce lieu historique. « Berlin n'avait pas conscience à l'époque de l'universalité mémorielle de Checkpoint Charlie », explique Hanno Hochmuth, de l'Institut de recherches d'histoire contemporaine à Potsdam (ZZF).

Un pasteur courageux

« Partout dans le monde, on a tendance à effacer les traces des périodes de la répression. Ce n'est que plus tard qu'on reconnaît l'importance des lieux de mémoire. Ce fut le cas pour le Mur, mais aussi pour le siège de la Stasi, qui fut abandonné avant de devenir un musée », confirme Roland Jahn, directeur des archives de la Stasi (police politique est-allemande).

« Berlin a commis l'erreur de tout vendre le long de l'ancienne ligne de démarcation », regrette Alex Klausmeier, directeur du Mémorial du Mur de Berlin, le seul endroit à Berlin où l'on trouve encore la frontière dans son intégralité (no man's land, tour de contrôle, chemin de ronde et éclairage). « Nous avons sauvé ce morceau dans la rue Bernauer grâce au pasteur Fischer, qui a défendu les restes en chassant les gens qui le piquetaient. Il s'était installé juste à côté pour monter la garde jour et nuit », rappelle son successeur, le pasteur Thomas Jeutner, dont l'église a été détruite en 1985 sur le no man's land.

« Si l'on n'avait pas eu ce pasteur courageux, nous n'aurions plus rien du tout », confirme l'historien Hanno Hochmuth. « A cette époque, les responsables politiques ont préféré renouer avec le passé de l'empire, pas avec celui de la division. Les lieux de mémoire - ceux du communisme mais aussi du nazisme - ont été sauvés à Berlin par les citoyens », ajoute-t-il.

Des artistes du monde entier

Dans la Bernauer Strasse, l'authenticité marque les esprits. « Trente ans après la chute du Mur, les victimes ont encore les larmes aux yeux quand elles viennent ici. Le Mur n'était pas une simple frontière. C'était le symbole de l'humiliation et de la mort », rappelle le pasteur Jeutner. Un « Mur de protection antifasciste », la dénomination officielle de la propagande communiste, qui a fait officiellement 138 morts - identifiés - à Berlin et plus de 800 dans toute l'Allemagne de l'Est...

En dehors de la Bernauer Strasse, Berlin a réussi à sauver la portion de la « East Side Gallery ». « Là encore, ce n'est pas la ville qui a sauvé le Mur mais les artistes du monde entier qui ont peint le béton. Sans eux, il n'y aurait plus rien », rappelle l'historien Hanno Hochmuth.

Mais l'avenir de la « East Side Gallery », qui appartient désormais au Mémorial du Mur, est régulièrement menacé par la spéculation immobilière. En 2013, un promoteur était même passé à

travers en force, avec des bulldozers protégés par 250 policiers, afin de construire 36 appartements de luxe sur les berges de la rivière.

« J'aurais aimé que l'on conserve plusieurs segments qui puissent raconter le destin de gens qui ont perdu la vie en tentant de fuir vers la liberté », dit Roland Jahn. La transmission de la mémoire est l'objectif de tout ce travail historique sur les quelques traces qui ont subsisté. « On ne peut pas comprendre quand on n'a pas vécu dans une prison », insiste le pasteur Jeutner en ajoutant : « Aujourd'hui, avec la mondialisation, l'horizon de nos enfants est illimité. C'est un autre monde. »



Trente ans après la chute du Mur, tout est faux à l'ancienne frontière est-allemande. Le panneau « Vous quittez le secteur américain » et la baraque en bois du Checkpoint sont des copies.

© REUTERS.



5 Km

D'un côté, la violence est le quotidien pour des élèves qui sont menacés de marginalisation.

De l'autre, les enfants n'ont pas besoin de soutien scolaire. La vie est toute tracée

Une institutrice de Wedding

”

« On prenait le métro et, à la station suivante, on se retrouvait à Istanbul. Pour nous, c'était fou. Nous n'avions jamais connu l'immigration. Au début, j'ai même eu peur », rigole aujourd'hui Franka Schulz, une historienne berlinoise qui habite Prenzlauer Berg.

Trente ans après la chute du Mur, la barrière sociale n'a pas disparu. Elle s'est aggravée. Quand on se rend de « l'autre côté » de la rue, c'est par obligation. « D'un côté, vous avez des librairies, des restaurants, des boutiques de fringues, des salons de coiffure et des galeries de peinture. De l'autre, quelques pubs », constate le pasteur Thomas Jeutner, de la paroisse du quartier. Pas étonnant que les loyers soient aujourd'hui

d'hui deux fois moins chers à Wedding, où près de 50 % des habitants bénéficient d'aides sociales.

Les différences se mesurent dans l'enseignement. Sur les 500 élèves de l'école Thomas-Mann, côté Prenzlauer Berg, 85 % parlent l'allemand comme langue maternelle. De l'autre côté, à quelques centaines de mètres, à l'école Heinrich-Seide, 95 % des élèves parlent une langue étrangère à la maison. « Non seulement les enfants viennent de familles défavorisées, mais ils n'ont pas la chance d'être soutenus par leurs parents. D'un côté, la violence est le quotidien pour des élèves qui sont menacés de marginalisation. De l'autre, les enfants n'ont pas besoin de soutien scolaire. La vie est toute tracée », constate une

institutrice de Wedding.

Ces deux mondes se retrouvent le matin, dans le tram M10, qui passe exactement au milieu des deux quartiers. Pas de tensions mais des différences éclatantes dans l'habillement et la façon de parler. « Ce sont deux mondes vraiment à part », s'inquiète Ephraïm Gothe, le maire-adjoint social-démocrate à la mairie du quartier de Prenzlauer Berg/Mitte, en présentant des statistiques à l'appui. « De l'autre côté, deux enfants sur trois vivent d'allocations. Et l'écart entre les deux parties continue de croître », regrette-t-il en craignant qu'un jour, Wedding ne finisse ghetto, dans l'ancienne « zone libre ».

43

Les pans de béton de 3,60 mètres de haut qui constituaient le Mur de Berlin coupaient la ville en deux sur 43 km (155 km tout autour de Berlin-Ouest).

Le 9 novembre, l'Allemagne et l'Europe célèbreront les trente ans de la chute du Mur de Berlin. La fin du « Mur de la honte » a ouvert en Europe une période d'optimisme sur le projet européen qui a abouti à l'intégration des anciens pays du Bloc de l'Est dans l'Union. Cette semaine, « Le Soir » publie une série d'articles, de reportages, de vidéos sur cet événement historique.

Pour les femmes allemandes, une émancipation qui vient de l'Est



Parade du 1^{er} mai, en 1954 à Berlin-Est : les femmes est-allemandes - et leurs enfants... - figurent en bonne place dans le traditionnel défilé des travailleurs.euses. © BELGAI-MAGE.

En raison de la pénurie de main-d'œuvre, le régime communiste avait encouragé les femmes à travailler. Elles se forgeront ainsi une force de caractère qui contribuera à moderniser la politique familiale dans l'Allemagne réunifiée.

CHRISTOPHE BOURDOISEAU
CORRESPONDANT À BERLIN

Trente ans après la chute du Mur, les Allemands de l'Ouest n'ont pratiquement rien hérité de l'ancienne RDA. « La seule chose qui ait changé pour eux, c'est le code postal », ironise l'ancien ministre fédéral de l'Intérieur, Thomas de Maizière.

Il y a néanmoins un domaine où le communisme a influencé l'Ouest : l'émancipation des femmes. « L'expérience des Allemandes de l'Est dans leur pays a contribué à changer le rôle de la femme dans notre société », insiste Alice Schwarzer, rédactrice en chef du magazine *Emma* et figure de proue historique du féminisme ouest-allemand.

Besoin de main-d'œuvre

« A l'Ouest, jusqu'en 1976, les hommes pouvaient interdire à leur épouse de

travailler s'ils estimaient qu'elles ne pouvaient pas assurer les travaux ménagers. Les femmes de l'Est, elles, travaillaient presque toutes », rappelle-t-elle. A la chute du Mur, il y a trente ans, seulement une femme sur deux travaillait en Allemagne de l'Ouest alors qu'en RDA, elles étaient plus de 90 % !

Mais il n'y avait aucune volonté d'émancipation au départ. La RDA avait en réalité besoin de main-d'œuvre. « Elles avaient d'autant plus de mérite qu'elles remplissaient aussi les tâches ménagères », insiste Schwarzer. La politique familiale est-allemande leur a permis d'obtenir des droits. Dès 1972, l'avortement est autorisé. La pilule est gratuite, les places en crèche sont accordées automatiquement. Tout était fait pour que les femmes concilient leur vie professionnelle et de famille.

Les salaires étaient équivalents aux

Il n'y avait aucune volonté d'émancipation au départ. La RDA avait en réalité besoin de main-d'œuvre

hommes ! Avec des retraites assurées, les Allemandes de l'Est pouvaient ainsi rester maîtresses de leur destin. Pas étonnant que le taux de divorce en RDA était le plus fort au monde.

La règle des « trois K »

A l'Ouest, le contexte est très différent. Les féministes doivent descendre dans la rue pour obtenir des droits. « Nous étions dénigrées comme des hystériques », se rappelle Alice Schwarzer. Une mère de famille qui reprenait son travail après l'accouchement était considérée comme une mère indigne (Rabenmutter).

Dans certaines régions très catho-

liques, comme en Bavière, le modèle social était - il le reste encore - celui des « trois K » (Kinder, Küche, Kirche), ce qui signifie : enfants, cuisine, église. Il n'y avait pratiquement aucune place de crèche. Rien n'était fait pour encourager les femmes à travailler.

Avec la Réunification, le choc est donc très violent. « Plus de 50 % des femmes de l'est perdent leur job et, par conséquent, leur indépendance. Elles perdent beaucoup de droits. Rendez-vous compte que l'Allemagne réunifiée interdit à un cabinet médical de signaler simplement sur sa page internet qu'il pratique l'IVG. Nous sommes retombées à l'âge de pierre », déplore Anke Domscheit-Berg, députée fédérale du parti de gauche (Die Linke), qui en a fait l'expérience en partant travailler à l'Ouest après la chute du Mur.

« Je suis allée voir mon chef avec mon fils de trois mois dans les bras pour lui dire que je voulais recommencer à travailler », raconte cette femme de l'Est. « Il m'a expliqué que mon enfant allait devenir asocial si je le mettais à la crèche », poursuit-elle.

« Plus indépendantes »

Ces différences de mentalité existent encore aujourd'hui comme l'a constaté une de ses amies, une avocate spécialisée dans les divorces qui s'est installée à l'Est après une carrière à l'Ouest. « Tandis que l'objectif des femmes de l'Ouest est de faire payer au maximum leur ex-mari, celles de l'Est ne veulent qu'une seule chose : se séparer au plus vite, même sans pension, pour refaire leur vie parce qu'elles ont toujours été plus indépendantes », raconte-t-elle.

Ce caractère indépendant s'est également transmis de génération en génération. « J'avais seulement onze ans à la chute du Mur. Mais je me sens comme une femme de l'Est avec ses

spécificités. Je ne demanderais jamais à mon mari si j'ai le droit de travailler », plaisante Jana Schimke, député conservatrice (CDU) socialisée sous le régime communiste.

Aujourd'hui encore, les femmes de l'Est travaillent plus. Près de 40 % d'entre elles ont un travail à plein temps contre 19 % seulement à l'Ouest.

Merkel en haut de la pyramide

Grâce à ce trait de caractère, les femmes de l'Est ont réussi à grimper les échelons dans les sphères du pouvoir de l'Allemagne réunifiée. « Les Allemandes de l'Est ne partageaient pas le pouvoir en RDA, qui était réservé aux hommes », rappelle Alice Schwarzer. Depuis 1990, deux tiers des ministres fédéraux de l'Est étaient des femmes contre un tiers des ministres issus des régions de l'Ouest. « Ce n'est pas un hasard si c'est une femme de l'Est qui est devenue chancelière. Une femme de l'Ouest n'aurait pas tenu la distance », assure Alice Schwarzer. Tout en haut de la pyramide, on trouve Angela Merkel, une femme divorcée et sans enfant qui fera appel à Ursula von der Leyen au ministère de la Famille, une exception dans l'univers ouest-allemand (sept enfants). La future présidente de la Commission européenne imposera en Allemagne l'allongement du congé parental partagé, entre mère et père, mais aussi un droit à une place en crèche pour tous les enfants de trois ans dans tout le pays.



L'expérience des Allemandes de l'Est dans leur pays a contribué à changer le rôle de la femme dans notre société

Alice Schwarzer, rédactrice en chef du magazine *Emma* et figure de proue historique du féminisme ouest-allemand



P.16 À 18 ENTRETIEN AVEC MIKHAIL GORBATCHEV

Le « Mur de la honte » est tombé

Le 9 novembre, l'Allemagne et l'Europe célèbreront les trente ans de la chute du Mur de Berlin. La fin du « Mur de la honte » a ouvert en Europe une période d'optimisme sur le projet européen qui a abouti à l'intégration des anciens pays du Bloc de l'Est dans l'Union. Cette semaine, « Le Soir » publie une série d'articles, de reportages, de vidéos sur cet événement historique.

« C'était aux Allemands de décider »

Mikhaïl Gorbatchev, le dernier chef d'État de l'Union soviétique est aujourd'hui fier d'avoir mis un terme à la guerre froide. Mais à 88 ans, il a décidé d'écrire un nouveau livre pour faire part de son inquiétude.



ENTRETIEN

STEFAN AUST
RÉDACTEUR EN CHEF, « WELT AM SONNTAG »

Trente ans après l'automne qui bouleversa l'ordre mondial d'après-guerre, Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev nous reçoit dans sa fondation, à Moscou. Derrière le lourd bureau en bois massif trône un portrait de sa défunte épouse Raïssa. Et à côté du bureau est rangé son déambulateur, qu'il a baptisé du surnom de sa mère, « Marusya ».

Monsieur le président Gorbatchev, il y a 30 ans, le 9 novembre 1989, le Mur de Berlin tombait. Avez-vous été surpris lorsque l'on vous a transmis l'information que l'officier en poste de la RDA, Harald Jäger, avait ouvert la barrière de la Bornholmer Strasse, en désobéissant aux ordres officiels ?

Non, pas vraiment. En fait, je m'attendais à ce que quelque chose de la sorte se produise. Déjà auparavant, la veille de cet événement, j'avais donné l'ordre aux troupes soviétiques de ne pas intervenir : « Pas un geste. Restez où vous êtes. » C'était aux Allemands de décider. Et c'est ce qu'ils ont fait.

Et tout à coup, le Mur n'était plus que de l'histoire ancienne – même si à ce moment-là, il était encore officiellement fermé.

C'est ce que tout le monde voulait, les Allemands en tout cas. D'un point de vue historique, c'était inévitable, même si tout le monde n'était pas de cet avis. François Mitterrand et Madame Thatcher par exemple. Malgré tout le respect que j'éprouve pour ces deux grands personnages politiques avec lesquels j'entretenais des liens d'amitié, je ne partageais pas leur point de vue. Ils voulaient se servir de moi pour retarder la réunification allemande.

Pour suivre cette voie, il fallait en effet une sacrée dose de courage et de détermination.

Lancer le processus en Allemagne n'a pas été chose aisée. Et cela est principalement venu des Allemands eux-mêmes. Quel a été le moteur qui les a poussés à la réunification ? À ce sujet, j'ai été très marqué par le livre de Christa Wolf, « Le ciel partagé ». C'était une vraie militante engagée de la réunification. Pour simplifier, sa thèse était la suivante : ça ne peut plus durer. Et puis les Allemands ont montré qu'ils avaient tiré les leçons de la guerre.

En tant que président, quand en êtes-vous venu à la conclusion que la politique de l'Union soviétique devait profondément changer ?

Ce n'est pas quelque chose qui se produit en un instant. Fin 1989, quatre années s'étaient déjà écoulées depuis le début de notre « perestroïka ». Nous avons fait de notre mieux pour réformer notre pays en profondeur et pour libérer notre planète de la menace d'un massacre nucléaire. Nos efforts réels en fa-

veur du désarmement, le passage affirmé d'une hostilité enracinée à des relations de bon voisinage, ont d'abord suscité l'étonnement, puis ont poussé nos partenaires de la communauté internationale à faire eux aussi un pas vers nous. Progressivement, pour la première fois depuis de nombreuses années, la confiance s'était rétablie dans les relations interétatiques. Il était permis d'espérer que les êtres humains puissent un jour cohabiter sans se faire la guerre, dans le respect mutuel.

La naïveté des doux rêveurs ?

Au contraire, c'était la seule véritable perspective, la seule issue. Il ne faut pas oublier que les guerres modernes peuvent entraîner la disparition de l'humanité tout entière.

Et dans ce contexte international, avez-vous vu venir la question allemande ?
C'est dans ce contexte que j'ai réfléchi aux problèmes liés à une réunification éventuelle de l'Allemagne. En effet, la situation que Christa Wolf décrit très justement comme un « ciel partagé » était devenue intenable. Je pensais que les nombreuses années de séparation qui avaient suivi la guerre empêcheraient la formation d'une grande nation. Selon moi, mon rôle consistait à m'assurer que le processus hautement sensible de rapprochement et de réunification se déroule sans « explosions » ni conséquences imprévisibles – comme les Allemands le disent, « in Frieden », de manière pacifique.

Considérez-vous cela possible ? Quels sentiments éprouvez-vous avec le recul ?

Les choses se sont finalement déroulées comme je le souhaitais, et je pense pouvoir en être fier. Vous estimez peut-être que j'apporte une réponse trop générale voire trop simple à votre question. Mais ce sont exactement les pensées et les sentiments que j'ai pu avoir il y a 30 ans.

parcours « Plus je devenais adulte, et mieux je comprenais ce qu'il se passait »



Les choses se sont finalement déroulées comme je le souhaitais, et je pense pouvoir en être fier



Pourquoi avez-vous intégré le Parti communiste ?

Je suis entré au Parti communiste alors que j'étais en seconde. Plus tard, j'ai étudié le droit à l'Université de Moscou. Mon père disait toujours : « Il faut toujours apprendre. » Dans une lettre envoyée depuis le front, il avait écrit : « Vendez tout, mes vêtements, et tout ce que j'ai d'autre, pour que Mikhaïl puisse étudier. » Ma vie n'a pas été facile.

Pourquoi avez-vous étudié le droit ? Parce qu'il permet de diriger le système, même communiste ? Y avait-il de la justice dans l'injustice ?

Pour ce qui est de diriger, je ne sais pas. Plus je devenais adulte, et mieux je comprenais ce qu'il se passait. Mon grand-père Andreï, le père de mon père, a été arrêté sous mes yeux et envoyé dans une exploitation forestière en Sibérie, dans les environs du lac Baïkal. À l'époque, des commissions de trois ou cinq personnes remplaçaient les tribunaux. Elles menaient les enquêtes et rendaient la justice. Ce sont ses propres compatriotes qui ont fait ça à mon grand-père.

Il a été condamné. Pour quelle raison ? Il n'avait rejoint aucun kolkhoze et était resté agriculteur indépendant. Mais tout agriculteur devait donner une partie de ses semences, de sa récolte. C'était une obligation qu'il devait remplir. C'est alors qu'est arrivée l'année 1933, celle de la famine dans le sud. Quatre de ses six enfants sont morts. Mais il fallait bien nourrir les enfants qui restaient d'une manière ou d'une autre. C'est pourquoi ils ont commencé à manger les semences, et c'est ce qui a valu à mon

grand-père d'être jugé et envoyé en Sibérie. Il est revenu du bagne en 1935 et a rejoint le kolkhoze.

Ce sont ces expériences familiales qui vous ont donné envie de changer le système ?

Ce sont toutes les expériences que j'ai pu accumuler au cours de ma vie, de ma vie d'agriculteur. Mon autre grand-père, Pantelej, a rejoint le parti qui, comme pour beaucoup de gens importants, l'a ensuite nommé à de nombreux postes. Après son retour du front de la Première Guerre mondiale, il avait fondé le premier kolkhoze de mon village. Et ce kolkhoze s'appelait « cultivateurs de céréales ». Il y avait de tout dans ma famille : l'un de mes grands-pères avait réussi, avait fondé un kolkhoze et en était devenu le président. Et mon autre grand-père avait été condamné, envoyé en Sibérie, et n'a pu revenir qu'en 1935. Pourtant, grand-père Pantelej a aussi été arrêté en 1938.

Pour quelle raison ?

Son adversaire voulait se débarrasser de lui parce qu'il avait toujours été ferme sur ses positions, et surtout parce qu'il jouissait d'une énorme cote de sympathie parmi la population. Ils l'ont accusé d'être trotskiste. Il est resté un an et deux mois en prison. Il y a été violemment torturé, et a finalement été condamné à mort. Il devait être fusillé, mais une fois encore, le Seigneur était présent et observait tout. En effet, au même moment, Staline a pris une décision spéciale interdisant de décider et de réaliser des exécutions sur place. Les condamnations à mort devaient désor-



La rencontre de deux mondes lors de la chute du Mur de Berlin, en novembre 1989 : un moment historique. © DR.



Le futur du monde global
MIKHAÏL GORBATCHEV
Ed. Flammarion, 216 p.

A l'origine de la détente

Mikhaïl Gorbatchev est né en 1931 dans le nord du Caucase, au sein d'une famille de paysans. Il a été témoin, à l'âge de 6 ans, de l'arrestation de son grand-père, soupçonné d'être trotskiste. Alors que le jeune Mikhaïl Gorbatchev a 13 ans, son père revient grièvement blessé de la guerre. Il est entré au Parti communiste quand il était encore écolier, et il rejoint Moscou pour étudier à l'âge de 19 ans. Devenu juriste et diplômé en gestion agricole, il devient secrétaire du parti à Stavropol, avant d'être nommé secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique en 1985. Sa politique de détente a mené à la fin de la Guerre froide et à la dissolution de l'Union soviétique en 1991.

mais être validées au préalable par le procureur d'une région. Quand je suis devenu Secrétaire général, j'ai demandé à consulter les dossiers sur mon grand-père. J'y ai découvert que c'était un assistant qui avait dirigé le groupe d'enquête dans cette affaire. Et il en était venu à la conclusion que Gopkalo – c'était le nom de famille ukrainien de mon grand-père – n'avait commis aucune infraction. Non seulement aucune infraction justifiant la peine de mort, mais même absolument aucune. On l'a donc libéré.

ider. Et c'est ce qu'ils ont fait »



Mikhaïl Gorbatchev le 8 novembre 2018 à Moscou, lors de la présentation du film documentaire « Meeting Gorbatchev ». © REUTERS.

la guerre « Après Stalingrad, la situation était évidente : l'Allemagne avait perdu »

Pendant la guerre vous avez découvert une autre face des Allemands, plus sombre.

Oui, mais à cet égard, j'aimerais rappeler une phrase parfaitement juste que Staline avait prononcée pendant la guerre : « Les Hitler vont et viennent, mais le peuple allemand, l'État allemand perdureront. » Bien sûr, la guerre m'a aussi marqué. J'ai vécu pendant cinq mois dans un territoire occupé, et les Allemands s'y comportaient correctement. Mais à Kislovodsk, ils ont fusillé plusieurs milliers de juifs dans un ravin. Dans la région voisine du Kouban, ils avaient mis en place des camions à gaz – une invention allemande. Savez-vous ce qu'est un camion à gaz ?

Oui, bien sûr. Je me suis beaucoup intéressé aux crimes commis par le « Troisième Reich ».
Quel âge avez-vous ?

Je suis assez vieux : j'ai 73 ans – mais j'appartiens à la génération la plus chanceuse qu'ait connue l'Allemagne. Je suis né dans la paix et j'ai grandi dans un pays démocratique et libre qui connaissait une prospérité croissante.
C'est vrai. Mais si vous vous considérez comme vieux, qu'est-ce que je suis moi alors ? J'ai presque 89 ans ! Revenons donc à ma vie pendant la guerre. Après la bataille de Stalingrad, la situation était évidente : l'Allemagne avait perdu la guerre. Après le piège de Stalingrad, les Allemands avaient peur d'être de nouveau encerclés dans le Caucase par les troupes soviétiques qui y étaient stationnées. Et quand nous les avons vus commencer à se retirer, le plus vite possible, chacun a compris que les Allemands ne pourraient plus rester dans le

Caucase. Dans la région, certains étaient du côté des Allemands. Il s'agissait de groupes ethniques que le régime soviétique ne reconnaissait pas. C'était donc normal, même si, pendant la guerre, le régime soviétique était pour tous, Russes et non-Russes, le garant d'une liberté commune : c'était notre pays, notre vie. À l'époque, quelqu'un a envoyé chez nous une lettre anonyme : « Nous vous prévenons que des représailles sont prévues le 26 janvier 1943 contre les familles de communistes. » Mon grand-père maternel était un ancien communiste. Et c'est pourquoi, pour ceux qui étaient du côté des Allemands et contre les communistes, nous représentions bien évidemment une provocation. D'où cet avertissement glissé dans notre boîte aux lettres.

Comment ont réagi vos parents ?

Ma mère était désespérée, elle se demandait où elle pourrait bien cacher son Mikhaïl, moi. Mon grand-père Andrej travaillait dans une ferme. Ils ont décidé de me cacher chez lui, dans la ferme. C'était en janvier : de la pluie, de la boue jusqu'aux genoux, voilà ce qui caractérise le sol caucasien. Pour nous rendre jusqu'à cette ferme, à quatre kilomètres du village, nous avons dû marcher de nuit et sous la pluie. Nous nous sommes perdus. Ma mère se plaignait : « C'en est fini de nous. » Et la pluie redoublait d'intensité. Je lui ai simplement dit : « Arrête ! Nous devons marcher, marcher jusqu'à ce que nous croisions quelque chose. » J'avais à peine douze ans. Mais ma tête fonctionnait déjà très bien. Alors que nous étions en pleine dispute, il y a eu un éclair. Je n'ai plus jamais vu d'éclair de la sorte, comme si le ciel s'était ouvert. C'est

alors que je me suis rendu compte que nous étions juste devant la ferme que nous ne trouvions pas. Qui nous avait guidés jusque-là ? Ma grand-mère et ma mère ont dit : « C'est le Seigneur qui nous a conduits jusqu'ici. Nous devons le remercier. »

Une fois au pouvoir, est-ce cette histoire familiale, et la conscience de ce qui s'était joué à ce moment-là qui vous a poussé à vouloir changer le système ?

Bien sûr. Et la guerre aussi. Elle m'évoque de mauvais souvenirs. Voyez-vous, j'ai déjà frôlé la mort deux ou trois fois au cours de ma vie. Malgré tout me voilà assis devant vous.

Si vous n'aviez pas survécu, le monde n'aurait pas connu de tels bouleversements en 1989 !

D'autres auraient certainement mené les réformes. Avant de devenir Secrétaire général, j'avais déjà dirigé la région de Stavropol pendant dix ans. Puis je suis arrivé à Moscou, où tout le monde se posait la même question : « Comment est-ce possible ? Ce garçon vient d'un simple village. Privolnoye, va savoir où ça se trouve ». Pourtant, tout était très simple. Tout d'abord, pendant mon enfance, je suis parvenu à rester en vie. Ensuite, le régime soviétique nous a permis de nous former. J'ai ainsi bénéficié de nombreuses opportunités et de la volonté d'apprendre.

Ce n'est donc pas l'histoire d'une personne qui a tout changé, mais plutôt celle d'une situation qui a propulsé une personne, qui a ensuite mené des réformes ?

Bien sûr.

histoire « Aujourd'hui, nous devons tout faire, tout, pour empêcher une nouvelle guerre »



Le 8 décembre 1987, Mikhaïl Gorbatchev et le président américain Ronald Reagan signent le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire à la Maison-Blanche. © REUTERS.

Vous aurait-on nommé Secrétaire général si on avait su que vous vouliez réformer le système ?

Non, aujourd'hui, c'est un peu comme si l'on disait que tout le monde savait que Jésus-Christ allait naître une certaine année, dans une certaine ville, et qu'il allait falloir le tuer. C'est avant tout la victoire de la diffusion du savoir. Le savoir a créé l'égalité. À ce titre, le régime soviétique était unique. Regardez le parcours de tous ceux qui se sont distingués dans le nucléaire, l'aéronautique, l'agriculture, les grands projets : ce sont tous des gens comme moi, qui ont eu un jour accès au savoir. C'est pourquoi tous ces gens éprouvent encore de la reconnaissance envers le régime soviétique – et moi aussi.

Mais en même temps, vous saviez que le système devait changer.

Moi comme les autres, nous nous en sommes rendu compte assez tard. Nous n'étions pas venus au monde avec cette idée, ni cette volonté de procéder à des réformes. Non, moi et tous les autres, tout ce que nous voulions, c'était vivre, et c'étaient tous des gens très intelligents.

Dans votre livre, vous vous qualifiez vous-même de social-démocrate.

Et je me considère toujours comme un social-démocrate.

Comment en êtes-vous arrivé là ?

En seconde, juste après la guerre, j'ai intégré le parti communiste. J'avais soumis ma candidature et demandé conseil à mon grand-père et à mon père. Ils m'ont tous deux soutenu dans ma dé-

Nous n'étions pas venus au monde avec cette idée, ni cette volonté de procéder à des réformes

”

marche. Ce fut un long processus. Mais en fin de compte, c'est toujours la vie qui décide. Et je suis devenu la personne que je suis. Durant les premiers mois de la guerre, il fallait se partager un fusil pour deux et aller au combat comme ça. Il a ensuite fallu acquérir des armes par la violence. Ça a été une guerre horrible. Hitler a monté les Russes et les Allemands les uns contre les autres. Seul un esprit malade pouvait faire une chose pareille.

Et les Allemands se sont ralliés à lui avec enthousiasme. Après la Seconde Guerre mondiale, ce sont les puissances victorieuses qui se sont mises à contrôler l'Europe. L'Union soviétique contrôlait la partie orientale.

Nous ne contrôlions que nous-mêmes. Et 20 millions de personnes avaient perdu la vie pour libérer leur pays. Et de qui ? Des Allemands.

C'est vrai. Le pouvoir de l'Union soviétique s'étendait alors sur l'ensemble de l'Europe de l'Est, jusqu'en Allemagne.

Et les personnes opprimées n'étaient pas les seules à subir ce lourd fardeau.
C'est clair. Cette guerre a divisé le monde entier. Et la faute incombe à ceux qui l'ont commencée. Pour tous les horribles événements que la guerre a déclenchés.

Bien sûr. Mais à quel moment avez-vous compris que ce fardeau était trop lourd à porter pour vous et votre pays ?

J'ai tout de suite su que cette guerre était une chose terrible, tout comme la guerre froide qui a suivi. Vous voyez, quand nous étions jeunes et faisons partie des komsozols ou des pionniers, nous chantions cette chanson : « Conquérir de nouveaux pays ne nous intéresse pas, mais notre pays, nous ne l'abandonnerons jamais. » Nous croyions en notre pays. Nous ne devons pas chercher à laver l'histoire. Nous devons tirer des leçons de l'histoire. Et tous l'ont fait. Les Allemands, les Russes, tous. En fin de compte, c'est ce qu'il fallait faire. Et aujourd'hui, nous devons tout faire, tout, pour empêcher une nouvelle guerre. Si une guerre devait éclater aujourd'hui, ce serait la fin de la civilisation. Nous devons désormais prendre des décisions et non nous contenter de chercher des solutions.

Mais revenons à vous : à aucun moment après la Seconde Guerre mondiale, personne n'a réussi à changer autant les choses que vous, en 1989.
Bien sûr, c'est ce que je dis aussi.

« Nous sommes prêts à normaliser à nouveau les relations »

Pour les temps présents, Gorbatchev insiste sur le fait qu'il faut réfléchir ensemble aux moyens de résoudre les problèmes actuels et que les tentatives d'isolement de la Russie sont préjudiciables à tout le monde.

ENTRETIEN

STEFAN AUST
RÉDACTEUR EN CHEF, « WELT AM SONNTAG »

Michael Gorbatchev parle d'éliminer les armes de destruction massive, empêcher une nouvelle course aux armements, sauver le climat et l'environnement et résoudre les problèmes de la pauvreté et des inégalités.

Comment vous êtes-vous senti après la chute du mur – comme un héros ?

Qu'est-ce qu'un héros ? On cherche constamment un héros. Les vrais héros, ce sont les Allemands, les Russes et toutes les autres personnes qui ont initié le changement à l'époque. Au sein d'une nation, les choses ne fonctionnent que lorsque tout semble dans la norme, lorsque la vie est fondée sur des principes de liberté et de démocratie et, bien sûr, de responsabilité. Nous devons tous être d'accord avec cette responsabilité. Et nous ne devons pas nous contenter de chercher des coupables ; nous devons réfléchir et écrire sur ce qui se passe et sur la façon dont nous devrions vivre et agir.

A l'époque comme aujourd'hui ?

Quand je vois ce qui se passe aujourd'hui en matière d'armement, ce que font les Américains et la façon dont nous nous retrouvons entraînés dans ce processus... Je me suis moi aussi penché sur ces questions à l'époque. Nous avons réussi à mettre un terme à la course aux armements et à détruire de nombreuses armes. Et on souhaite aujourd'hui relancer le moteur de l'armement ? Nous devons nous engager, serrer le poing et frapper un grand coup. Je vous le dis à tous, chez nous, mais également en Amérique. J'ai beaucoup voyagé et je sais de quoi je parle. Des centaines de milliers d'Américains m'ont écrit. Il faut comprendre son interlocuteur et respecter ses idées. Et plus important encore : il faut réfléchir ensemble, chercher ensemble des moyens de résoudre les problèmes actuels. Pas fanfaronner et traîner ses partenaires dans la boue.

Alors, vous devez comprendre la critique des Américains. Les relations entre les États-Unis, l'Europe et la Russie se sont compliquées à cause de l'annexion de la Crimée, contraire au droit international. Qu'en pensez-vous, ainsi que de la vague de manifestations de l'Euro-maidan ?

Pour ce qui est de l'Ukraine, qui est à l'origine de la situation actuelle ? Je pense que ce sont les mauvaises décisions des politiques qui sont responsables de tout ça. On pourrait écrire des milliers de pages sur le sujet. Mais si nous nous focalisons sur la recherche d'un coupable et soulignons sans cesse à quel point il est important de trouver ce satané coupable, alors nous ne faisons qu'errer dans l'obscurité.

C'est plutôt pessimiste.

On peut sortir de l'obscurité. Soit en demandant à Dieu d'éclairer notre chemin, comme ça a été le cas pour moi. Soit en trouvant un terrain d'entente et en cherchant une issue. Ensemble.

Jusqu'à présent, le conflit a surtout été réglé au moyen de sanctions. Vous avez de l'expérience, les gens vous écoutent. Que recommanderiez-vous aujourd'hui aux parties impliquées dans le conflit ?

Je vais vous le dire. Voyez-vous, pendant longtemps, il nous a semblé impossible de rendre leur liberté et de faire à nouveau confiance aux Allemands, eux qui avaient déclenché une guerre aussi horrible. Mais encore une fois, le plus important, c'est d'avancer ensemble. À mon époque, il semblait également impossible d'arrêter la course aux armements. Cependant, nous l'avons fait. À l'époque, nous avons détruit beaucoup d'armes, et également des armes nucléaires. Cela montre donc que c'est possible et les gens soutiennent ce changement.

Quand vous observez le monde aujourd'hui, ne constatez-vous pas un retour à l'époque de la course aux armements, la démocratie est-elle sur le déclin ?

Le danger est là. On peut et on doit le contenir par des efforts communs. Et non chercher à survivre le plus confortablement possible en amassant des armes – ça n'aboutira à rien. Si ce n'est à faire exploser la planète. Je me souviens avoir vu un film quand je faisais encore partie des komsomols (organisation soviétique des jeunes communistes, NDLR). J'étais alors secrétaire du Komsomol et le commissariat militaire local nous avait invités à la projection d'un film montrant ce qui se passerait en cas d'ex-

plosion nucléaire. Dans ce film, tout était réduit à néant, les maisons, les animaux, les autres constructions, les fleuves et les étendues d'eau. C'était horrible. Nous – de jeunes gens pour la plupart – avons quitté la pièce sous le choc. C'était désormais clair pour nous : l'Amérique et nous disposions d'armes capables de détruire la civilisation. C'est pourquoi nous devons nous débarrasser de ce sentiment de défiance et de haine.

D'après vous, comment se sont comportés les politiciens occidentaux après leur victoire dans le cadre de la guerre froide ?

Le problème réside précisément dans la formulation de votre question : la fin de la guerre froide était une victoire commune. Mais les politiciens occidentaux, et en particulier les États-Unis, se sont déclarés vainqueurs. Et n'ont pas hésité à parader. Même les médias ont suivi le mouvement. Ils ne se sont jamais demandé : comment les Russes qui ont tant fait pour mettre un terme à la guerre froide et à la course aux armements perçoivent-ils cela en Russie ? Et quelles seront les répercussions sur la politique et les relations entre la Russie et l'Occident ? À ça non plus, ils n'ont pas réfléchi.

La fin de la guerre froide était une victoire commune.

Mais les politiciens occidentaux, et en particulier les États-Unis, se sont déclarés vainqueurs. Et n'ont pas hésité à parader

”

Ainsi, nous en sommes à nouveau arrivés à un point où l'Ouest et l'Est s'empoignent, à propos de la Crimée. Mais encore une fois, que doivent maintenant faire les parties impliquées dans le conflit ?

J'étais content lorsque nous avons récupéré la Crimée, je l'ai répété à maintes reprises. La Crimée est un territoire pour lequel la Russie a déployé énormément d'efforts et fait de nombreux sacrifices. Et pourquoi cette question, à savoir le fait que la Crimée a été rendue au pays auquel elle appartient, chagrine-t-elle autant le directeur d'un grand journal allemand ?

Car l'Assemblée générale des Nations unies confirme l'intégrité territoriale de l'Ukraine et a invalidé le référendum organisé en Crimée.

Nous sommes prêts à normaliser à nouveau les relations. Les Russes sont plus démocrates que vous ne le pensez. Mais la Russie a une histoire difficile derrière elle, avec 250 ans de joug mongol, d'asservissement et de répressions stalinienne. Les gens étaient habitués à être traités en esclaves. Lorsque tout ça s'est enfin terminé, ils ont connu le chaos et la tyrannie dans les années 90, au moment même où a été instaurée la démocratie.

L'ancien président soviétique et le nouveau président russe : un aparté entre Mikhaïl Gorbatchev et Vladimir Poutine lors d'une visite en Allemagne auprès du chancelier Gerhard Schroeder, en décembre 2004. © REUTERS.



Russie « Je ne pense pas que le pouvoir est autoritaire »

Comment a évolué la Russie depuis que Poutine est au pouvoir ?

Les citoyens russes doivent apprendre de leur passé – ils doivent apprendre à dire non de façon active. Cela prend du temps. Mais l'avenir de la Russie ne peut qu'être défini par la démocratie. Nous avons besoin de stabilité, mais elle doit s'appuyer sur des principes démocratiques, sur le dialogue et sur une concurrence ouverte entre les courants et les partis politiques. Pour l'instant, nous ne l'avons pas encore trouvée. Il en va de même pour la question de savoir comment nous pouvons créer les conditions nécessaires au changement régulier de gouvernement. La popularité de Poutine et l'excellente réputation dont il jouit auprès de la population sont incontestables. Cela est dû à ses qualités personnelles, à son intelligence et à son leadership. Cependant, est-il judicieux, même à l'avenir, de confier les processus et les décisions politiques à une seule per-

Nous avons besoin de stabilité, mais elle doit s'appuyer sur des principes démocratiques, sur le dialogue et sur une concurrence ouverte entre les courants et les partis politiques

”

sonne ? Quel est le prix d'un tel modèle ? Notre président devrait lui aussi réfléchir à ces questions. En principe, l'approche de Poutine est également de préserver la paix et de miser sur la coopération. Cependant, je vois beaucoup de choses qui le préoccupent. Des troupes de l'Otan sont soudainement apparues à nos frontières occidentales. Qu'ont-elles perdu là-bas ? Que cherchent donc les Américains sur place ?

Sur la démocratie, des choses ont-elles changé ? Vos attentes et aspirations ?

Je ne pense pas que le pouvoir est autoritaire, même s'il en reste peut-être des vestiges. Cependant, nous sommes encore loin d'avoir touché au but. Nous nous sommes engagés sur le chemin de la transparence, de l'ouverture et des élections libres, mais nous devons aller au bout de ce chemin.

Quel est le rôle d'Angela Merkel dans les

relations germano-russes ?

Je connais M^{me} Merkel depuis de nombreuses années. Je suis ses apparitions publiques et ses décisions politiques en Allemagne et à l'échelle internationale, et je la connais personnellement depuis longtemps. Lorsqu'elle est devenue chancelière fédérale en 2005, je représentais notre pays au forum germano-russe « Petersburg Dialog ». À cette époque-là, une tradition s'était instaurée : les chefs de gouvernement et d'État russes et allemands se rencontraient une fois par an pour discuter de questions stratégiques liées aux relations bilatérales. Le président Vladimir Poutine et Angela Merkel se réunissaient ensuite « en marge » de ces « rencontres au sommet », ils participaient à la séance plénière de notre Petersburg Dialog.

Le monde d'aujourd'hui est-il plus dangereux que lors du conflit Est-Ouest ?

Êtes-vous nostalgique de l'époque

« claire et compréhensible » de la guerre froide ? Ce serait une grosse erreur. Nous devons analyser les problèmes et défis d'aujourd'hui et regarder vers l'avenir, pas en arrière. Nous faisons face à bon nombre de problèmes et de défis. De nouveaux viennent sans cesse s'ajouter aux anciens. Nous devons éliminer les armes de destruction massive, empêcher une nouvelle course aux armements, sauver le climat et l'environnement et résoudre les problèmes de la pauvreté et des inégalités.

La tâche que vous décrivez là est plutôt colossale. Est-ce faisable ?

Tout est faisable. Cependant, nous ne pourrions y arriver qu'ensemble et que si nous le voulons vraiment. C'est le plus grand défi d'aujourd'hui. Les problèmes de notre époque sont clairs et totalement « transparents ». Les États et la société civile doivent réagir à ce défi. C'est à cela que j'appelle dans mon livre.

Le « Mur de la honte » est tombé

6

COMMÉMORATION

Le 9 novembre, l'Allemagne et l'Europe célèbreront les trente ans de la chute du Mur de Berlin. La fin du « Mur de la honte » a ouvert en Europe une période d'optimisme sur le projet européen qui a abouti à l'intégration des anciens pays du Bloc de l'Est dans l'Union. Cette semaine, « Le Soir » publie une série d'articles, de reportages, de vidéos sur cet événement historique.



Le Mur, le 11 novembre 1989. © AFP



Symbole de division et d'oppression pendant près de trente ans, le Mur de Berlin fut pris d'assaut le 9 novembre et les jours qui suivirent. © REUTERS



Berlin, le 11 novembre 1989 : la foule profite d'une brèche dans le mur pour rejoindre l'autre côté de Berlin. © EPA

Nuit de fête à Berlin : on a dansé sur le Mur !

« Le Soir » remonte le temps et ses archives. Il y a 30 ans, le Mur tombait. Il est environ 19 h le 9 novembre 1989, Günter Schabowski, chargé de l'information en RDA, vient l'air de rien d'annoncer aux journalistes l'ouverture du Mur de Berlin. Il n'y aura plus de retour en arrière.

JEAN-PAUL COLLETTE

Le 9 novembre 1989, Günter Schabowski, un haut dirigeant de RDA, est pris au dépourvu lorsqu'il est interrogé sur la date d'entrée en vigueur de nouveaux droits de circulation pour les Allemands de l'Est. « Autant que je sache, immédiatement », bredouille-t-il devant la presse. Sa réponse déclenche l'afflux de milliers de Berlinoises de l'Est vers les postes de contrôle dont les gardes, déboussolés, finissent par lever les barrières.

Pendant la nuit, les Berlinoises euphoriques célèbrent l'événement juchés sur le Mur, puis entreprennent de le détruire à coups de pioche. Les deux années suivantes, l'URSS implose.

Le journaliste du *Soir* Jean-Paul Collette est envoyé à Berlin, il décrit les scènes de liesse dans un reportage publié dans *Le Soir* du 10 novembre 1989.

Berlin 10 novembre

Les deux jeunes gens rigolards sortent de leur Trabant qu'ils abandonnent travers des trottoirs, quelque part face au Reichstag, brun nazi, et à la porte de Brandebourg sur laquelle flotte toujours le drapeau frappé du compas et de l'équerre. « Venez siffler et cracher sur le Mur avec nous », crient-ils aux badauds. « Nous sommes passés de ce côté-ci rien que pour le plaisir de cracher dessus depuis l'ouest. Nous n'avons pas de passeport, pas de visa, nous rentrons cet après-midi après avoir roulé sur le Kurfurstendamm et après avoir bu quelques bières... si l'on veut bien nous les payer. »

Il faut se frotter les yeux, ce vendredi à Berlin. Se persuader que l'on a bien entendu, bien compris. Que les centaines, les milliers de gens que l'on croise dans l'Invalidenstrasse, un point de passage traditionnellement réservé aux Berlinoises de l'Ouest, viennent bien de l'est.

Dans leurs inimitables voitures d'un autre âge technologique, à pied et même... en taxi puisque les grosses Volga de Berlin-Est, pleines à craquer, font des allers-retours enrichissants.

Il faut se convaincre encore que cette foule est davantage celle de « excursionnistes », grisés par la perspective de la liberté nouvelle, que de réfugiés : non, la masse qui s'engouffre de RDA est essentiellement composée de jeunes en goquette, de véritables touristes, de groupes scolaires... venus sans passeport et sans visa – les autorités de RDA le permettent jusqu'à dimanche soir.

Les conducteurs de Trabant, le nez en l'air, complètement inconscients d'une densité automobile inconnue chez eux, tournent autour des monuments de Berlin-Ouest, comme l'église du souvenir où le château Bellevue, autour des grands magasins, avec un air d'enfants devant le sapin de Noël. Enfin ce que leur téléviseur leur a si longtemps montré sans rien promettre !

Vendredi, entre l'aube et la mi-journée, sur 11.000 visiteurs de l'Est, seul un gros millier d'entre eux avaient officiellement exprimé leur désir de s'installer à l'ouest. Ceux-là, en général, sont attendus par des proches résidant dans la partie occidentale et les scènes de retrouvailles sont fréquentes au cœur même des embouteillages : pour la première fois depuis 19 ans, depuis les accords qui ont permis aux Allemands de l'Ouest de passer voir leurs parents à l'est pour les fêtes, le courant s'est inversé.

Tout au long de l'Invalidenstrasse, les écoliers est-allemands, en rangs serrés, croisent leurs condisciples occidentaux qui, aujourd'hui exceptionnellement, ont reçu l'autorisation d'une excursion pédestre en RDA. Les premiers sont moins exubérants, plus impressionnés que les seconds, mais on échange des sa-

luts, des cris joyeux. Devant nous, un enfant de l'Ouest, anorak rose et joues rebondies, tend à un gamin de l'Est le pannonneau en carton qu'il a confectionné pour la sortie historique : « Ouvrez la porte ! » Tandis qu'un autre écolier brandit son credo affreusement mal griffonné : « Démolissez le Mur ! »

Sur le trottoir d'en face, deux poignées d'adolescents se saluent à coups de klaxon et de trompette si caractéristiques des clubs allemands de football : les supporters du Dynamo est-allemand et ceux du Hertha occidental ! Le président du Sénat de Berlin-Ouest avait sans nul doute raison de proclamer, dans la nuit de jeudi à vendredi, que le peuple allemand est aujourd'hui le peuple le plus heureux du monde.

Il ne faut pas être grand analyste pour se rendre compte qu'ainsi Berlin change à chaque heure qui passe, et avec son ancienne capitale, l'Allemagne tout entière, avant l'Europe frémissante qui l'entoure. Un regard suffit, qui montre les Vopos et les policiers est-allemands, naguère si arrogants, aujourd'hui complètement impuissants, ayant renoncé à départager les détenteurs de visas et les touristes d'un jour. La scène dont on ne peut détacher les yeux se répète à chacun des points de passage : les files de voitures et de vélomoteurs, le brouhaha des piétons s'étendent à perte de vue dans les rues grises de l'autre Berlin devenu nôtre. Et le Mur prend un air ridicule, plus absurde qu'indécent, presque gai si l'on tente d'imaginer les pensées des gardes que, par habitude sans doute, leur chef a encore placés dans les miradors...

Les radios des deux secteurs annoncent les embouteillages de part et d'autre. L'émetteur officiel de Berlin-Est, la « Voix de la RDA », va jusqu'à rappeler la liste des postes ouverts et fermés. On passe à la Bornholmerstrasse, à la Chaussee, à la Heerenstrasse, à la Zonnenallee. On ne passe plus à la fameuse station de métro de la Friedrichstrasse ou au Check Point Charlie, désormais réservés aux étrangers. Mais l'on passe à Glinicke, tout au sud de Berlin, en face de Potsdam. Au pont de Glinicke, célèbre pendant la Guerre froide et jusqu'à hier pour ses échanges d'espions entre les deux blocs, dans la grisaille de l'aube. Quand Berlin était dépressive et lugubre.



Berlin, le 23 novembre 1989. Les Trabant filent à l'ouest. © BELGA



Une Trabant circule au milieu des curieux qui fêtent la chute du Mur le 13 novembre 1989 à Berlin © PHOTO NEWS



© DR

LE SOIR

Le marché de l'immobilier PAGES 23 A 27 Le marché de l'emploi PAGES 27 A 33

5 ÉDITIONS 21 Francs 62 Pages

Abonnement... 12,000 000... 12,000 000... 12,000 000... 12,000 000... 12,000 000

Quotidien Place de Louvain, 21, 1000 Bruxelles 103^e année, n° 262 Vend. 10, sam. 11 et dim. 12 nov. 1989

Loyers au pied du mur

Propriétaires des biens et locataires à l'heure de la loi. Renforcement de la loi pour parer aux spéculations immobilières. Le Vercors des propriétaires et locataires va-t-il être le point de départ d'un débat sans fin?



Règlement de comptes dans le Centre ?

Un document... un certain nombre... à l'heure de la loi... à l'heure de la loi... à l'heure de la loi

Polémique autour du port du hijab : qui manipule qui ?

Une femme, une jeune femme... une jeune femme... une jeune femme... une jeune femme

Martens propose 2 %; la fonction publique se tâte...

Une proposition... une proposition... une proposition... une proposition

Nuit de fête à Berlin : on a dansé sur le Mur !

DE NOUVEAUX ENVOIS SPÉCIAUX. Berlin, 8 novembre. Les deux jeunes gens... les deux jeunes gens... les deux jeunes gens



Kohl quitte Varsovie pour Berlin

Il faut se féliciter... il faut se féliciter... il faut se féliciter... il faut se féliciter

Il y a cent ans, Marie Popelin

Marie Popelin (née en 1849) avait été l'épouse de la grande écrivaine... Marie Popelin... Marie Popelin... Marie Popelin

PETITE GAZETTE

Small advertisements and notices including: LE ROQUEFORT, PETIT HOTEL PAR CHER, AU CŒUR DE LA NATURE, PREMIÈRE À ARRIVER, FAIRE AUTRE CHOIX, FOURS LES LARABOIS, UNE VIE DE CHÈRE, BANG & OLESEN CENTER, AVEC LA TOUR EIFFEL, CHERS BÉBÉS, LA THÉLANON, LAMPÉ STERILISÉE, COLLANTS VAREZ CHER, FRÈRE, TAPIS NOIR, CHINOIS.

24 HEURES EN UN COUP D'ŒIL

Table of contents for the 24-hour summary section, listing various articles and their page numbers.

A nos lecteurs

Chers lecteurs... chers lecteurs... chers lecteurs... chers lecteurs

